el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international

prolétaires de tous les pays - unissez vous !

PRIX EN FRANCE : 2 F * MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

MAI 1979 - N°4

1er MAI

Pour la lutte indépendante de classe !

Quatre-vingt dix années sont passées depuis qu'en souvenir des martyrs de Chicago tombés sur le front de la lutte pour la journée de huit heures, le mouvement ouvrier faisait du 1er mai la journée internationale de solidarité de tous les travailleurs.

Depuis cette époque lointaine, la technique appliquée à la grande industrie capitaliste a fait des progrès fantastiques, les forces productives sociales se sont énormément développées et renforcées, le monde entier jouit de ce qu'on appelle les « bienfaits » de la société bourgeoise. Mais, pour la classe ouvrière, le triomphe incontesté de la civilisation du capital a signifié tout, sauf la libération de la peine, du besoin et de la peur.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais, pour des millions et des millions de prolétaires, les huit heures continuent à représenter un horizon lointain. Pour des millions et des millions de prolétaires, elles continuent à représenter une limite au-dessous de laquelle il est interdit de descendre.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais là où la journée de travail a été réduite à moins de huit heures (conquête qui a coûté de dures luttes et dont la défense exige et exigera de dures luttes), elle se traduit par une augmentation énorme de l'intensité du travail, donc de l'usure physique et psychique des travailleurs.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais même dans les pays capitalistes « avancés », l'insuffisance du salaire et le caractère précaire des conditions de vie contraignent des millions et des millions de familles ouvrières à chercher dans les heures supplémentaires, dans le travail au noir, dans le double travail, une solution immédiate au problème angoissant de la survie, tandis que dans les pays « arriérés », jamais la misère et la famine n'ont été si grandes.

Quatre-vingt dix années sont passées et l'armée immense des travailleurs a obtenu par sa lutte le « droit » de jouir d'une quantité plus grande — mais toujours infinitésimale — de l'accumulation de « biens » et de « services » dont la classe bourgeoise est si fière. Mais ce droit a été payé DANS LES FAITS par le retour cyclique de ces formes d'épidémie sociale qu'on appelle les crises. Dans leur tourbillon — comme le marxisme l'avait scientifiquement prévu — tout ce qui semblait ou qu'on prétendait sûr devient ALEATOIRE, tout ce qui semblait ou qu'on prétendait acquis S'EN VA EN FUMEE : au « travail assuré » succède le chômage partiel ou total, temporaire ou permanent ; aux « revenus garantis » succèdent des salaires incertains, toujours plus en retard sur le coût de la vie.

Comme l'écrivait il y a plus d'un siècle le MANIFESTE COMMUNISTE, et comme le confirme encore une fois la situation internationale qui sert de toile de fond à ce 1er mai 1979, pour sortir des crises, la bourgeoisie ne connait pas d'autres moyens que de « détruire, d'une part, une grande quantité de forces productives », et, « de l'autre, de conquérir de nouveaux marchés et d'exploiter plus intensément les marchés existants ». Ainsi, « elle prépare des crises toujours plus étendues et plus violentes, et elle réduit les moyens pour les prévenir ». C'est pour cela que la classe ouvrière de tous les pays a payé ces quatre-vingt dix années d'incertains « droits acquis » par deux boucheries mondiales, une série interminable de guerres locales, et la menace de futurs conflits encore plus atroces.

PROLETAIRES !

Démentie par la dure leçon des faits, l'idéologie mensongère de la marche bénéfique du progrès capitaliste entraîne dans sa faillite l'idéologie parallèle du réformisme et du gradualisme ouvrier.

Dans sa version traditionnelle, social-démocrate, il enseignait aux prolétaires que, dans leur lutte d'émancipation contre le capital, ils n'avaient pas besoin de détruire l'Etat bourgeois, mais seulement de le réformer à travers une œuvre patiente de conquête de positions avancées à l'intérieur du « système ».

Dans sa version plus moderne, que les partis d'origine stalinienne (même s'ils la désavouent) tentent de faire passer pour « communiste », il ne se contente pas de présenter le socialisme comme le produit d'une extension progressive des droits et des institutions démocratiques, mais il enseigne aux prolétaires que leur émancipation a cessé d'être, comme le proclamaient les Statuts de la Première Internationale, « un problème social qui embrasse tous les pays où existe la société moderne », pour devenir un problème « local et national », à résoudre pays par pays, dans le respect d'une jalouse indépendance réciproque.

Dans ces deux versions, le réformisme ouvrier prétend enfermer la classe ouvrière dans cette même société dont, selon le socialisme scientifique de Marx et d'Engels, les prolétaires sont appelés par l'histoire à être pour toujours les FOSSOYEURS. Il voudrait transformer la seule classe qui « n'a rien à perdre, dans la révolution communiste, que ses chaînes, et tout un monde à gagner », en esclave RESIGNEE du mode de production existant : craignant Dieu, observant la loi, soumise à la patrie.

PROLETAIRES !

L'appel à la solidarité nationale lancé en chœur par les partis et les syndicats prétendument ouvriers est le prélude, en temps de paix, à la mobilisation sous le signe de la solidarité nationale EN TEMPS DE GUERRE.

Le mot d'ordre des sacrifices, des « luttes responsables », signifie le désarmement de votre classe dans la seule guerre où vous ayez raison de combattre : la guerre CONTRE LE CAPITAL.

Le rappel aux règles du jeu démocratique équivaut à déclarer que l'on renonce pour toujours à l'unique voie tracée par l'histoire comme pont de passage obligé vers la société sans classes, vers le communisme : LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT sous la direction

(suite page 3)

DANS CE NUMERO

EN LANGUE FRANCAISE

- Correspondance de Tunisie 2
- Moyen-Orient : Seule l'unité des exploités peut faire sauter la paix ignoble des exploiteurs ! .. 3
- PAGS : Une politique de larbin 4
- Tunisie : Malgré la répression, la lutte continue ! 5
- Algérie : "El-Moudjahid" et les luttes ouvrières. 5
- Pour faire le point sur la lutte des foyers 6
- Immigration : Porter la lutte sur un terrain de classe 7
- Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne 8
- La servilité inégalée du PPS 11

EN LANGUE ARABE

- Notre solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise en Irak 11
- Le Ier mai et la lutte pour la diminution du temps de travail 13
- Pour l'unité des exploités du Maghreb ! 15
- Le socialisme est internationaliste et international ou il n'est pas 16

CORRESPONDANCE DE TUNISIE

La lutte de classes s'aiguise

Les jeunes bourgeoisies qui succèdent au colonialisme français au Maghreb se heurtent à l'heure de la crise à un problème épineux : le chômage. L' "indépendance", dont tout le monde attendait la résolution miraculeuse des problèmes sociaux, a en réalité ouvert l'ère d'un développement capitaliste qui ne pouvait qu'aggraver la crise de l'emploi.

C'est que le chômage, pas plus en Afrique qu'en Europe, n'est dû à la "mauvaise gestion" d'un quelconque gouvernement, ou à une "planification insuffisante". Il tient plutôt au développement capitaliste lui-même qui se combine, même si cela peut paraître paradoxal, avec l' insuffisance de ce développement.

Pour que l' "indépendance" n'entraîne pas dans le Maghreb une aggravation aussi massive du chômage et de la misère à l'heure de la crise, il aurait fallu que la bourgeoisie soit plus courageuse dans le domaine agricole, où elle s'est montrée incapable de s'attaquer réellement aux privilèges de la propriété foncière de type colonial, paralysant ainsi le développement du marché intérieur.

En Tunisie par exemple, l'agriculture est dans un état de faillite totale, encore aggravée par la crise économique générale, la désorganisation provoquée par la bureaucratie de l'Etat, le désordre supplémentaire apporté par les dernières "réformes agricoles" et l'affairisme parasitaire qui règne dans les classes possédantes : il n' y a pour le paysan ni crédit, ni matériel, ni moyens techniques L'agriculture n'est considérée par la bourgeoisie que comme un "moyen de subsistance" si on peut dire, ou plutôt de "survie" des classes misérables.

Le résultat de cette situation est que la bourgeoisie n'a pas d'autre possibilité que d'investir dans les sphères de la circulation et du secteur tertiaire. Dans le meilleur des cas le bourgeois devient "sous-traitant" d'un grand capitaliste européen ou américain auquel il s'associe. Dans le pire, il fait dans l'hôtellerie, le tourisme et toutes les activités de luxe pour le repos et le plaisir de ces mêmes riches bourgeois qui sont ses patrons.

Dans tous les cas, sa mentalité ne pouvant être que le reflet de sa situation réelle, sa servilité et sa dépendance vis-à-vis de ses maîtres ne peuvent que croître, même lorsqu'il rouspète et se plaint d'eux, parce qu'il aspire à une part plus grande du gâteau.

La situation de la classe ouvrière, des masses misérables entassées dans les villes et des masses paysannes pauvres, qui souffrent de l'exploitation de cette bourgeoisie parasitaire et incapable même de réaliser ses propres tâches et doublée de celle des pays impérialistes est toute différente. Elles ne peuvent pas se réfugier dans le luxé des bars ultra-modernes pour oublier leurs soucis et payer à l'administration le pot de vin qui leur permettra d'avoir accès aux miettes.

Les prolétaires, eux, n'ont pas de travail et quand ils ont la chance d'avoir un salaire, ils ne trouvent pas sur le marché la nourriture nécessaire à leur famille, ou alors à des prix qui avalent d'un coup la paie durement gagnée. Ainsi depuis des années, il a fallu passer à la lutte pour se défendre. La répression gigantesque qui s'est abattue sur nos camarades après le 26 janvier, a provoqué une peur panique parmi tous les "amis" des ouvriers qui ne cherchent dans leur lutte qu'à trouver un appui pour des intérêts particuliers, mais n'a pu empêcher les grèves, la recherche anxieuse de liens entre prolétaires des différentes usines et des différentes villes. La société s'enfonce lentement dans la lutte des classes.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, malgré tous les incrédules qui aimeraient réformer le bloc soudé dans les luttes d'indépendance. Mais les mots de "nation", d' "indépendance", de "patrie", que veulent-ils dire pour les masses expropriées, enfouies dans les bagnes des usines et des chantiers ? Ces masses dont la seule "liberté" est de chercher sans succès du travail en parcourant le pays dans tous les sens avant d'aller en Libye ou en France, le temps d'en être chassées par les mesures anti-immigrés,toutes ces masses qui sont exclues de la société ?

Les prolétaires de tous les pays ont un sort commun : ils connaissent partout les résultats désastreux de l' anarchie de la production, de la misère de l'exploitation, de la barbarie du despotisme de l'usine et de l'Etat. Mais par tout aussi ils peuvent commencer à espérer dès qu'ils s' aperçoivent de la force de leur classe : tôt ou tard, les prolétaires doivent s'organiser en parti indépendant, braver la violence capitaliste et les tortures pour briser leurs chaînes en détruisant l'organisation qui centralise contre eux la violence et la mystification, l'Etat des capitalistes et des possédants.

Nous n'avons rien à changer dans cet Etat féroce. Qu'il soit "patriote" ou pas, qu'il ait un gouvernement social-démocrate ou fasciste, il restera toujours l'organe de défense des intérêts bourgeois, il est à détruire et non pas à réformer. Seul l'Etat prolétarien avec sa nouvelle structure révolutionnaire peut le remplacer.

CORRESPONDANCE

F. GAMBINI 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris

ABONNEMENTS

Les quatre numéros :

envois sous pli ouvert	12 FF
envois sous pli fermé	20 FF
abonnement de soutien	50 FF

REGLEMENTS

par chèque bancaire à l'ordre de F. Gambini

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

Supplément au "Prolétaire" n° 288
Responsable : F. Gambini
Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 PARIS

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ;le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires , en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Au Moyen-Orient, après les accords Carter-Begin-Sadate

Seule l'unité des exploités peut faire sauter l'ignoble paix des exploiteurs

Les troupes chinoises se sont retirées du Vietnam. Elles ont laissé derrière elles, il est vrai les blessures ouvertes par la terrible " leçon " donnée à l'ancien pays "frère", mais ce qui s'est passé en Indochine a un avantage, si l'on peut dire: l'"extrême gauche" internationale aura du mal à parler comme avant du socialisme chinois ou vietnamien.

Les fureurs antiféministes de l'islam chiite se sont un peu atténuées permettant ainsi à cette extrême-gauche de reprendre son souffle et de reprendre confiance avant que, sait-on jamais, la question kurde ne fasse tomber un voile encore plus sombre que le tchador sur le spectacle glorieux de la "religion au service de la révolution".

Et voici que le spectre de la mort revient de l'Est, où il semblait s'être réfugié pour toujours, vers l'Ouest où pendant tant d'années il avait élu domicile. Le voici de nouveau dans ce Moyen-Orient où, de la terre baignée de sang n'arrêtent pas, depuis des décennies, de jaillir alternativement des étincelles de paix et des incendies de guerre.

Ce n'est pas un hasard si le spectre a fait un retour précipité dans la région qui a pour centre Suez et le Sinai. Avec la chute du Shah et de son régime de fer, les USA ont perdu, au moins pour l'avenir proche, un allié sûr qui faisait office de gendarme et qui veillait sur une des régions cruciales pour les intérêts impérialistes antagoniques: le Golfe persique et l'Océan Indien. Pouvait-on penser qu'ils n'en chercheraient pas un autre sous la forme d'une sainte alliance entre l'Israel de Begin et l'Egypte de Sadate? Et d'autre part, pouvait-on penser qu'au moins sur le papier le premier ne se déciderait pas à aller à la rencontre du second, et que Sadate pourrait refuser l'invitation, accompagnée d'un cadeau en espèces sonnantes et trébuchantes et en armes, à signer la "paix" avec Begin?

C'est dans cette zone que, pour des raisons matérielles inexorables, se joue le destin du monde capitaliste. C'est par là que passent ses artères vitales. Guerre ou paix, c'est là que l'impérialisme ne peut que tisser sa toile lugubre.

Mais, pour la même raison, c'est dans cette région que mûrissent en silence les conditions objectives d'un tremblement de terre social qui est destiné à se répercuter dans le monde entier. L'Iran a donné récemment un premier exemple. Une fois mise en mouvement, la classe ouvrière iranienne ne peut pas ne pas se heurter aux nouveaux prêcheurs islamiques et démocratiques de la paix sociale, de la même façon qu'elle s'était heurtée auparavant dans une lutte courageuse aux sbires du chah. Sa révolte brisera dans les campagnes les digues protectrices savamment élevées en collaboration par les laics et les prêtres et entraînera derrière elle, dans un mouvement général la classe séculairement exploitée des paysans pauvres.

Mais comment ne pas sentir partout, dans l'aire immense qui va du Proche-Orient à l'Océan Indien - sous une apparence d'immobilité après des années et des années d'explosions tragiques- le frémissement sourd et menaçant de foules plébéiennes, sans travail et sans terre, tour a tour courtisées et mitraillées au nom de Iaveh, d'Allah et de la Sainte Démocratie dans une succession de promesses et de trahisons, d'offres d'embrassades et de coups de poignard dans le dos.

" Sadate trahison!", s'écrie Arafat, qui court se réconcilier avec le boucher d'Amman, le "héros" du septembre noir, Hussein de Jordanie. Le parallélisme entre la main tendue du Caire à Jérusalem et le rameau d'olivier tendu par le soi-disant champion des fedayin à leur massacreur ne dit-il rien à notre ineffable "extrême gauche"? Elle ne sourcille pas, en voyant la monarchie saoudite devenir une des ailes du "front de la fermeté"?

La grande ombre qui tombe, menaçante, sur le destin des masses prolétariennes, semi-prolétariennes et paysannes du Moyen-Orient n'est pas celle de la paix, aussi cynique et odieuse soit-elle. C'est l'ombre d'une réconciliation générale entre les forces bourgeoises, d'Etat ou de la guérilla, de pouvoir conquis et détenu, ou de pouvoir à conquérir et à détenir, qui prolonge et multiplie, en les généralisant, les sanglantes expériences de Jordanie et du Liban, dont les protagonistes sont alternativement les troupes officielles ou officieuses de Syrie, d'Irak, d'Egypte et d'Israel.

Elle est là la clé de la tragédie du Moyen-Orient, dans le jeu louvoyant et couard des bourgeoisies nationales, des grands propriétaires fonciers, des Etats nationaux, des Eglises nationales et de leurs alliances changeantes, mais toutes inspirées par une seule préoccupation: écarter la menace d'une révolte ouvrière et paysanne qui ne peut plus être canalisée vers le marais des négociations diplomatiques et des marchandages menés sur la peau des sans-terre et des sans-réserves.

Le jour où Sadate et Begin ont signé la paix avec la bénédiction apostolique de Carter, les potentats arabes se sont bien gardés de lancer la guerre sainte dont ils ont mille fois brandi la menace. En revanche, ils vont sans doute s'activer dans le désarmement des masses de miséreux qui pèsent sur leurs budgets et dont ils rêvent de se débarrasser en les faisant massacrer par petits paquets.

(suite page 11)

Pour la lutte indépendante de classe!

suite de la page 1)

du parti révolutionnaire de classe.

Le réformisme ouvrier a abandonné cet objectif, qui n'a et ne peut avoir aucun point de contact avec ceux propres à l'idéologie démocratique. Il a abandonné les méthodes que la lutte pour l'atteindre impose nécessairement et qui sont par définition diamétralement opposées aux méthodes légalistes, pacifistes et conciliatrices du réformisme. Il a abandonné cette indépendance politique et organisative qui seule permet aux prolétaires d' « agir comme classe dans leur lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes ». Il a abandonné l'internationalisme prolétarien en faveur du nationalisme bourgeois et même d'un terne localisme. Tout ceci ne peut que vous rendre désarmés, désunis, sans direction, jusque dans la simple guérilla de résistance quotidienne contre le capital. Tout ceci vous lie les mains en vue non seulement de l'assaut révolutionnaire de DEMAIN, mais de la défense élémentaire du pain et du travail AUJOURD'HUI.

1er mai 1979. Les morts de Chicago et, avec eux, les acteurs anonymes d'un siècle et demi de martyrologe prolétarien dans tous les pays demandent à être commémorés d'une seule manière : EN REPRENANT LA VOIE DE LA LUTTE INDEPENDANTE DE CLASSE !

POUR LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

POUR LE COMMUNISME !

PAGS : Une politique de larbin

La défense du salaire est une question importante. En Algérie, même les staliniens du PAGS reconnaissent que "la question du pouvoir d'achat a pris ainsi une acuité et une ampleur jamais atteintes jusqu'ici" (Révolution Socialiste n° 13 de février 1978). Il est vrai que l'aggravation des conditions de vie des masses travailleuses a atteint, ces dernières années, un point tel que même les bourgeois ne peuvent plus le nier! (1).

Mais qu'est-ce qui explique, selon les théoriciens du PAGS, cette situation sociale désastreuse et partant l'inflation économique qui sévit en Algérie comme un peu partout dans le monde capitaliste?

> "Schématiquement,c'est le gonflement de la masse monétaire (monnaie:billets de banque, etc.) au détriment de son pouvoir d'achat. C'est donc le déséquilibre entre la masse des moyens de paiements (qui augmente plus vite) et leur pouvoir d'achat mesuré aux biens produits par l'économie en général (qui augmentent moins vite) ".

Bref, les staliniens du PAGS expliquent l'inflation, et par conséquent la misère dans laquelle végètent les masses travailleuses, à la manière de tous les économistes bourgeois: il y aurait disproportion entre la masse salariale payée par les capitalistes aux prolétaires (qui augmenterait plus vite!) et la masse de richesses produites par la classe ouvrière (qui augmenterait moins vite!). La conclusion est évidente et tous les gouvernements bourgeois savent la tirer à chaque crise cyclique du capitalisme: pour venir à bout de l'inflation, il faut produire plus et mieux et bloquer les salaires!

Examinons maintenant les propositions qu'avance le PAGS dans le cadre de son programme social. Il propose par exemple l'institution d'un salaire national minimum garanti mais, en bon serviteur de la bourgeoisie, il la subordonne à "un accroissement correspondant réel et durable du revenu national". Il se donne pour objectif d'assainir l'économie nationale en proposant "la mise en place d'une nomenclature nationale des postes de travail" selon les critères archi-bourgeois de la qualification professionnelle, de la responsabilité, du diplôme et de la hiérarchie, etc. Sous le couvert de la formule "A travail égal, salaire égal", il ne fait que réintroduire les éléments qui visent à entretenir la division parmi les travailleurs et à les subordonner à une exploitation encore plus féroce:primes liées aux postes de travail, coefficients d'augmentation du salaire de base tendant à favoriser l'appel des travailleurs qualifiés et des cadres, ce qui signifie des augmentations plus fortes pour ces derniers, etc.

Le PAGS arrive en fin de compte à prêcher purement et simplement la soumission des travailleurs aux lois de fer du développement capitaliste.

> "Les conditions de l'édification économique rendent inévitable, pendant des années encore et quels que soient les progrès et les réalisations accomplis, la pratique d'une certaine austérité" (Idem).

Voilà qui constitue un aveu de taille: s'ils continuent à écouter les apôtres de l'économie nationale, les prolétaires ne pourront s'attendre qu'à une pratique d'austérité encore renforcée!Ce que nous venons de voir montre la véritable nature de la politique qui prétend lier le problème du pouvoir d'achat des ouvriers et la situation des masses exploitées en général à "la tâche centrale qu'est la bataille de la production". Les ouvriers doivent se convaincre que tous ceux qui tiennent dans les conditions actuelles le langage de la production et de la productivité ne peuvent que s'opposer de front aux revendications et aux luttes, mêmes les plus élémentaires, de la classe ouvrière.

Les prolétaires ne doivent pas se faire d'illusions au sujet de la position du PAGS vis-à-vis de la question du droit de grève, car il peut bien prendre des poses "revendicatives"là-dessus tout en continuant à assumer son rôle de serviteur zélé de la bourgeoisie. D'ailleurs, après avoir considéré la grève comme "l'ultime recours" des travailleurs, les staliniens précisent que:

> " Les syndicats et les travailleurs doivent faire preuve d'un grand esprit de responsabilité dans l'usage du droit de grève Ce qui ne peut être que le résultat d'orientations justes, d'efforts d'éducation et de discussions auxquels la loi doit laisser une marge suffisante, faute de quoi elle pousse aux situations d'impasse et d'affrontement" (Idem).

Il est clair que la fonction essentielle du PAGS est justement d'aider l'Etat bourgeois à éviter les "situations d'impasse et d'affrontement"! Or, la classe ouvrière ne peut se défendre, ou à plus forte raison lutter pour s'émanciper, sans affronter sur le terrain de la force et de la lutte de classe ouverte la bourgeoisie et son Etat. Dans cette lutte, elle verra se dresser nécessairement devant elle ces pompiers sociaux professionnels que sont les staliniens du PAGS et les bureaucrates du FLN et de l'UGTA dont le rôle est justement d'éteindre sinon empêcher toute étincelle de lutte ouvrière. C'est pourquoi, les prolétaires doivent dès aujourd'hui combattre ces agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs de la classe ouvrière.

---

(1) Nous avons déjà montré, en polémique avec les théoriciens officiels, la nature mensongère de la thèse bourgeoise qui prétend lier l'amélioration des conditions de vie des travailleurs à la bonne marche de l'économie nationale, en s'appuyant notamment sur un rappel succint des données concernant l'évolution combien disproportionnée des salaires et des prix en Algérie (voir el-Oumami n°I).

PROGRAMME COMMUNISTE

n° 79 (avril 1979)

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fils du temps - Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation - Guerre et révolution - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme, ou production individuelle ?

TUNISIE : Malgré la répression, la lutte continue !

Ces derniers temps, la répression bourgeoise n'a pas cessé de s'amplifier tant la bourgeoisie tunisienne est toujours hantée par le spectre du 26 janvier. En plus des licenciements et des autres formes d'intimidation qui touchent les travailleurs combatifs, plusieurs séries d'arrestations ont eu lieu à l'occasion de la commémoration de la journée du 26 janvier.

Dans la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz, c'est un syndicaliste (Said Haddad) par exemple qui a été arrêté pour avoir organisé une collecte pour les syndicalistes emprisonnés. A Sfax, des enseignants, des employés ainsi que deux lycéens ont également été arrêtés. A Tala, des lycéens ont été emprisonnés pour avoir diffusé un tract qui appelait à manifester pour commémorer la journée glorieuse du 26 janvier. Par ailleurs, les 9 syndicalistes de Sousse, qui ont été libérés en Janvier dernier, ont été mis en résidence surveillée dans leurs villes natales respectives en attendant leur jugement.

Face à l'accentuation de la répression bourgeoise et malgré la désorganisation complète de la classe ouvrière, plusieurs détachements de travailleurs ne continuent pas moins de résister.Les grèves des mineurs dans la région de Metlaoui,que nous avons relatées dans notre numéro précédent , en constituent le meilleur exemple. Ajoutons à cela la grève des travailleurs de la Société Nationale de Transport qui a eu lieu le I9 janvier. Pour leur part, les étudiants de la faculté de sciences et de droit ont fait grève le 6 février pour commémorer en même temps les journées du 26 janvier et du 5 février. Pour se faire une image du climat social qui règne, notons qu'à Menzel-Bourguiba a déjà eu lieu un vol organisé d'armes et de munitions.

Par ailleurs, les syndicalistes emprisonnés ont tenu à ne pas rester en dehors du mouvement de résistance de la classe ouvrière et ont ainsi observé une grève de la faim du 25. au 27 janvier. Une grève similaire a été observée dans la prison de Bordj-Roumi. D'autre part, les détenus membres du PRPT ont fait une grève de la faim le 26 janvier ainsi que du 29 au 3I pour réclamer également qu'ils soient jugés. Ils sont en effet en prison depuis septembre I977. A la suite de cette grève de la faim, l'administration pénitentiaire n'a pas hésité à faire descendre cinq parmi eux au cachot et à priver un autre de ses médicaments.

Il est clair que la situation extrêmement difficile à laquelle sont confrontés nos frères de classe en Tunisie appelle avec force le besoin de l'organisation d'une véritable solidarité de classe à leur égard. Cela suppose que partout où ils se trouvent, les prolétaires doivent renouer avec les méthodes de lutte et les traditions de leur classe!

ALGERIE: "El-Moudjahid" et les luttes ouvrières...

Tout le monde est d'accord avec nous pour reconnaître que lorsque El-Moudjahid, surnommé à juste titre "le journal tout va bien",commence à parler des grèves ouvrières c'est que rien ne va plus comme avant en Algérie! C'est ainsi qu'il n'a pas hésité, dans son édition du I9/3/79, à relater la grève des 300 ouvriers de l'entreprise "Chaâbane-Electronic", spécialisée dans la fabrication des TV, des radios et des chaines stéréo. Passons sur le fait que cette grève a été déclenchée I2 jours avant que notre quotidien national n'en parle. En effet, cette grève a été déclenchée le 7 mars pour riposter contre la décision patronale de "mettre en chômage technique non rémunéré" l'ensemble du personnel.

Mais ne vous en faites pas! D'abord,il s'agit d'une entreprise "privée" et de plus, il semble que certains de ses actionnaires, qui étaient d'anciens dignitaires du régime, "ne s'entendent plus" maintenant avec celui-ci! Et puis, ce dont se plaint El-Moudjahid, ce n'est pas du sort des travailleurs jetés à la rue, mais plutôt de la "mise en chômage technique de l'entreprise" tant il est soucieux avant tout de la production et de la productivité! D'ailleurs, par la suite, il a annoncé la nationalisation de cette entreprise.

Sinon, comment expliquer le silence complet de cette presse aux ordres quand il s'agit des grèves qui frappent le secteur nationalisé? Le 2 mars a vu par exemple la grève des travailleurs du port d'Alger qui réclamaient une augmentation des salaires et la réintégration de leurs camarades licenciés. Après que la direction se soit engagée à satisfaire leurs revendications, les travailleurs ont repris le travail le 6 mars. Et pourtant nos journalistes de service n'en soufflent pas un mot.

Même chose pour la grève des 4000 ouvriers de la Sonitex de Draâ-Benkhadda qui a démarré le I8 février dernier et ne s'est arrêtée le 22 qu'à la suite de l'intervention de Bélaid Abdesselem qui a promis la satisfaction des revendications salariales. Et on peut continuer encore à citer les grèves ouvrières que les autorités préfèrent entourer du plus grand silence pour qu'elles ne fassent pas tâche d'huile et ne constituent pas un objet d'encouragement pour tous les autres travailleurs. La grève des travailleurs de l'ONACO qui s'est déroulée durant la période des élections, celle de la Sonacome de Rouiba qui emploie 6000 travailleurs, de l'ONALAIT, des élèves et enseignants du CNEP,etc.

Mais même dans le cas du secteur "privé", le sabotage du FLN et de l'UGTA n'échappera pas aux travailleurs tant soit peu conscients. Pour ce qui est de la grève des ateliers Terrin, l'UGTA a fait semblant d'organiser un mouvement de solidarité, mais à la suite de la conférence nationale des métallurgistes, le résultat de la collecte a donné... 2000 DA! S'il fallait une preuve du fait que ces bureaucrates de l'UGTA ne font ni plus ni moins que de se moquer des travailleurs, il suffirait de rappeler que cette grève a touché plusieurs ateliers dispersés entre Béjaia et Alger et que les travailleurs en question n'ont pas été payés depuis... 6 mois!

Quant à la grève de " Chaâbane-Electronic", la Kasma du FLN de Blida a fait semblant d'appuyer le mouvement. Mais, au matin, quand il s'est agi de mettre les piquets de grève, les délégués syndicaux n'ont pas participé. En effet, ils sont partis au Ministère du Travail pour que celui-ci fasse pression sur les patrons afin que ces derniers acceptent de... négocier! Et cela, dès le premier jour de la grève! Il est clair que les ouvriers ne doivent compter que sur la force que constitue leur union dans la lutte contre les patrons et leur Etat!

40.000 RESIDENTS DES FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES EN FRANCE, EN GREVE TOTALE DES LOYERS

Pour faire le point sur la lutte des foyers de travailleurs immigrés (1)

La mobilisation de l'été a prodigieusement accéléré le mouvement qui a consisté dans la tendance objective du Comité de Coordination à vaincre les résistances de toutes les autres organisations de l'immigration, et surtout tous les sabotages des bureaucraties syndicales. C'est cette dynamique qui a auparavant permis que soit avancé de façon tout à fait consciente le principe de l'organisation des ouvriers sans distinction de nationalité, ce qui a fait faire un pas de géant à l'organisation des prolétaires immigrés, jusque-là organisés séparément par nationalités sous l'influence plus ou moins directe d'organisations "nationales" travaillant la plupart du temps plus ou moins en liaison avec les bureaucraties réformistes métropolitaines ou même sous l'influence directe des ambassades.

Cette mobilisation a également permis de contrer victorieusement l'offensive bourgeoise, le sabotage et les manoeuvres réformistes, et de neutraliser la prétendue "extrême gauche" qui traînait les pieds dans les Comités de soutien, lesquels avaient pour la plupart - à part quelques exceptions agissant utilement- plus besoin d'être "soutenus" qu'ils ne soutenaient véritablement la lutte. Elle a approfondi aussi la mobilisation des résidents dans la région parisienne et est parvenue à élargir la grève en Lorraine. Mais on peut dire que la lutte a commencé à marquer le pas en septembre-octobre.

Or qui n'avance pas recule. Le tract d'appel à la manifestation du I8 novembre révélait brutalement le retour de tendances qui prétendent " mettre au pied du mur" les partis de gauche et les directions syndicales, alors qu'il était déjà manifeste que ceux-ci ne pouvaient agir autrement que par le passé(leur attitude vis-à-vis de la lutte étant d'ailleurs dénoncée dans des tracts et des journaux du Comité).

Depuis le début de l'année, malgré le document du Comité de Coordination du 6 janvier qui complète utilement sa plate-forme et revendique le caractère classiste de la lutte, on voit se dessiner des réactions néfastes dues à l'isolement de la lutte et aux trahisons répétées. Par exemple, on voit progresser une attitude qui consiste à réagir au sabotage des Comités de soutien par l'ensemble des groupes maoistes, et à la position ignoble d'appui à l'impérialisme français en Afrique de ce courant engendrant une méfiance légitime, en théorisant l'inutilité et l'impossibilité de toute organisation ouverte de Soutien.

Ce fut ensuite en décembre l'épisode des discussions pour la riposte à apporter à la campagne d'expulsions où, en contradiction avec l'attitude qui avait été la sienne lors de la lutte victorieuse contre le million et avec les belles manifestations du I9 novembre 77 et du Ier mai I978 contre les mesures Stoléru, le Comité ne s'estimait pas la force d'assumer la responsabilité dans la lutte contre les nouvelles mesures d'exception anti-immigrés et les menaces de non renouvellement des cartes et d'expulsions massives. Ce qui revient hélas, dans les faits, à laisser le terrain libre aux différents cartels organisés par les réformistes, et notamment SOS-Refoulements, dont l'action débile correspond à l'insignifiance et à la couardise d'une plate-forme de défense purement juridique et individuelle.

En même temps, le Comité de Coordination se révèle de moins en moins ferme pour endiguer la tendance à travailler en désespoir de cause avec les directions syndicales et les partis de gauche dont les manoeuvres se font de plus en plus pressantes: ces organisations, attirées par les terribles difficultés dans lesquelles se débat la lutte, multiplient les initiatives pour entraîner la lutte sur le terrain de l'abandon de ses objectifs tranchants, avec la complicité de certains groupes maoistes dans les Comités de soutien. Elles rencontrent même des échos dans certains Comités de résidents qui, cédant à l'épuisement et à la démoralisation, envisagent la négociation directe et séparée avec la Sonacotra.

Le plus grave est sans doute le mot d'ordre qui se propage aujourd'hui à grande vitesse et que l'on peut résumer ainsi: "le gouvernement ne cédant pas" et "l'aide des travailleurs français faisant défaut", "les travailleurs immigrés n'ont plus qu'à faire leur valise et à retourner chez eux". Une telle attitude traduit une démoralisation profonde d'une partie des dirigeants de la lutte. En effet, ce mot d'ordre est défaitiste non seulement parce qu'il rend tout progrès de l'organisation inutile mais aussi parce qu'il revient à donner raison à la bourgeoisie qui, avec l'appui de ses larbins réformistes, persécute les prolétaires immigrés pour obtenir qu'ils partent sans que l'Etat ait formellement à les chasser.

En énumérant ces faits, notre but n'est pas tant de donner un tableau complet de la situation que de présenter les indices d'une tendance véritablement dangereuse qu'il s'agit d'enrayer si l'on veut faire face victorieusement à une situation de plus en plus menaçante, et surtout si l'on veut que l'organisation de la lutte et son esprit classiste soient préservés. En effet la masse des résidents peuvent-ils aujourd'hui "prendre la valise" et "retourner au pays", alors que la crise y est encore plus dure qu'en France et que le poids de l'impérialisme y est encore plus lourd? Et en restant en France, peuvent-ils se permettre de payer les arriérés qui s'élèvent souvent à plus d'un million d'anciens francs sans tomber dans la misère la plus terrible et sans que la lutte en soit paralysée pour longtemps?

C'est dans cette contradiction entre l'impossibilité pour la lutte de reculer et l'affaiblissement de sa direction sous les coups terribles de l'adversaire que réside le caractère tragique d'une situation qui exige la solidarité de classe la plus pressante, le soutien de l'ensemble de la classe ouvrière, malgré le sabotage réformiste.

Un prochain article sera consacré à l'analyse des facteurs qui nous semblent expliquer cette situation et aux objectifs que doit se fixer le travail de tous les camarades qui sont de tout coeur avec cette lutte courageuse et difficile, afin d'éviter la démoralisation et d'aider à redresser la barre.

(à suivre)

Soutenez la presse du parti ! souscrivez !

IMMIGRATION

Porter la lutte sur un terrain de classe

Comme nous l'avons déjà montré (voir l'éditorial de *el-oumami* n°2), les persécutions, les discriminations et les agressions racistes, qui constituent les aspects saillants de l'état d'exception imposé aux travailleurs immigrés, trouvent leur racine dans la politique impérialiste de *contrôle de l'immigration* à laquelle la bourgeoisie métropolitaine recourt en temps de crise pour tenter de diviser les rangs ouvriers et d'entraver l'indispensable *riposte collective* de l'ensemble de la classe contre les attaques du capitalisme.

S'il est vrai qu'aujourd'hui la plus grande responsabilité dans la sale besogne qui consiste à diviser les rangs du prolétariat incombe aux grands partis "ouvriers" (PCF et PS) et aux directions des centrales syndicales, véritables *modèles de social-impérialisme et de social-chauvinisme*, il n'en demeure pas moins nécessaire de combattre *aussi* toutes les tendances "national-démocratiques" qui pullulent dans l'immigration et qui, pour différentes qu'elles soient, ont toutes pour conséquence - volontaire ou involontaire - d'*enfermer* les luttes des prolétaires immigrés dans un horizon étroitement "national" en revendiquant par exemple une "véritable réinsertion" dans les pays d'origine et en réclamant de l'impérialisme l'application d'une "réelle politique de formation-retour", etc.

La tendance démocratique petite-bourgeoise la plus pernicieuse dans les milieux immigrés est sans doute celle qui s'appuie sur la vague révolutionnaire anti-coloniale et notamment sur la lutte des masses palestiniennes qui demeure toujours un sujet de brûlante actualité et de sympathie chez les travailleurs maghrébins. La position de ce courant consiste à subordonner à la perspective *nationale* du mouvement anti-impérialiste la lutte des ouvriers immigrés, qui d'instinct se placent sur le terrain de la *pression collective de classe* comme le montre si bien la longue et généreuse grève des Foyers qui vient d'entrer dans sa 5ème année.

Or, la lutte anti-impérialiste n'intéresse pas *seulement* le prolétariat. Le marxisme distingue dans les pays dominés *deux mouvements*. Le premier est celui des bourgeois qui partent de principes nationaux et démocratiques et se fixent comme objectif l'accession à l'indépendance politique et l'instauration d'un ordre social bourgeois. Le second mouvement est celui des ouvriers et des paysans pauvres qui luttent pour en finir avec *toute forme* d'exploitation et d'oppression.

Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne ont été à l'origine de l'isolement des mouvements révolutionnaires qui ont secoué les colonies dans le deuxième après-guerre. L'absence du Parti de classe qui s'en est suivi, et donc du prolétariat en tant que *force politique autonome*, devait nécessairement entraîner la subordination du mouvement des ouvriers et des paysans en révolte à la direction politique et organisationnelle de leurs petites-bourgeoisies et de leurs bourgeoisies respectives - malgré toutes les poussées périodiques allant dans le sens d'un plus grand radicalisme.

C'est la raison pour laquelle aujourd'hui on ne peut soutenir par exemple que "le combat des travailleurs immigrés fait partie intégrante de la lutte des peuples arabes" (*Assifa*, non daté) sans subordonner, *de fait*, la lutte potentiellement classiste des ouvriers immigrés au programme et aux directions du mouvement anti-impérialiste petit-bourgeois quand ce n'est pas carrément à des Etats bourgeois déjà constitués depuis plus d'une décennie.

La preuve en est par exemple que la tendance démocratique-nationaliste dont il est question dans l'immigration, qui se reconnaît entre autres dans le "Comité Palestine", tente précisément de faire passer la lutte des travailleurs immigrés comme un *point d'appui au service de la direction capitularde de l'OLP* qui n'a pas hésité à s'entendre avec le boucher d'Amman et à massacrer parmi les combattants palestiniens ceux qui ont refusé l'aplatissement complet devant l'ordre établi international et se sont opposés les armes à la main aux bourreaux syriens et aux casques bleus français. D'ailleurs, la trahison de l'OLP est devenue tellement évidente qu'elle est même dénoncée par des nationalistes déclarés qui ne se revendiquent pas du marxisme comme ceux qui publient actuellement à Paris *Al-Intilaka* et *Monde arabe en lutte*.

Il est évident qu'une telle conception démocratique et nationaliste ne peut avoir comme effet certain que de noyer dans l'océan de la prétendue "communauté arabe" (quel est l'intérêt commun à l'exploiteur et à l'exploité ?) les *intérêts spécifiques du prolétariat*. Sur le plan des méthodes de lutte, cette conception ne peut mener qu'à des pratiques *interclassistes* et démocratiques tout aussi étrangères aux traditions de la classe ouvrière qu' *impuissantes dans les faits* et qui de plus auront pour conséquence d'affaiblir la cohésion de classe et de stériliser le potentiel classiste de la lutte que mènent les travailleurs immigrés.

Cette conception démocratique amène tout naturellement ses tenants à chercher un appui à la lutte des travailleurs immigrés parmi les forces proclamées "progressistes et démocratiques" en cachant qu'elles ont, dans un passé encore récent, marché sur les révoltes populaires des colonies. "Pour que naisse l'opinion anti-fasciste, que partout s'installe le débat entre les ouvriers (...), que s'élève la voix anti-nazie de la France résistante !" (*idem*).

Peut-on penser sérieusement que les gens du MTA, et tous ceux qui s'en réclament encore aujourd'hui, ignorent à ce point que c'est justement "la voix anti-nazie" qui a condamné hier les combattants anti-impérialistes comme étant des "provocateurs à la solde des fascistes" ? N'est-ce pas précisément cette "France résistante" qui avait besoin pour fêter sa victoire sur le fascisme des 80.000 morts de Madagascar et des 45.000 morts du Constantinois ?

Nous avons déjà montré, dans *el-oumami* n° 2, comment la politique des courants "nationaux-démocratiques" ne peut que lier *dans les faits* les ouvriers des différentes nationalités à leurs petites-bourgeoisies et à leurs bourgeoisies respectives alors qu'il s'agit précisément d'*unir les rangs ouvriers*. En effet, dans un "Appel à toutes les forces anti-racistes", non daté mais qui remonte probablement à 1973, le MTA et les amis d'*El-Assifa* soutenaient:"A l'heure où s'organise la résistance arabe en France, où placés au centre même du système impérialiste européen, nous nous trouvons sur un front avancé de la guerre de libération de nos peuples et aujourd'hui la guerre du pétrole".

Sans parler du fait qu'on ne voit pas comment les bourgeoisies arabes sauraient aujourd'hui trouver dans le maniement de l'arme du pétrole le courage qui leur a fait défaut dans toute la période de la lutte anti-impérialiste, c'est aussi mentir à la classe ouvrière que de lui faire croire qu'elle doit prendre parti pour les cheikhs et les bourgeois arabes - même cachés sous l'habit de la "nationalisation" - pour s'accaparer une plus grande part de la rente pétrolière : en effet, les prolétaires algériens, les immigrés tunisiens en Libye ou palestiniens ou égyptiens en Arabie saoudite ou au Koweit ont eu vite fait de compter les richesses que leur a procuré le quadruplement de prix du précieux liquide.

Le démocratisme viscéral de ces courants apparaît dans toutes ses dimensions catastrophiques quand on examine de plus près leur comportement pratique. La contradiction devient alors manifeste. C'est ainsi que toute leur conception étroitement nationaliste de la lutte les amène nécessairement à diviser les rangs de la classe ouvrière, en contribuant à leur manière à *entretenir la méfiance des travailleurs immigrés* arabes vis-à-vis de leurs frères de classe appartenant à d'autres nationalités. Ceci apparaît d'autant plus néfaste que les larbins de la bourgeoisie ne ménagent guère leurs efforts pour diviser le prolétariat et ce, à l'heure même où les premiers signes d'une reprise de classe, consécutive aux effets ravageurs de la crise capitaliste, mettent au premier plan le besoin d'un *front uni prolétarien face au front uni bourgeoisie-opportunisme*.

Par ailleurs, les méthodes nécessairement inter-classistes qui résultent d'une telle conception démocratique n'empêchent évidemment pas ses tenants de faire appel aux véritables "étrangers" à la lutte prolétarienne que sont les démocrates, les progressistes et les anti-racistes philanthropes.

(suite page 12)

Démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne

La révolution communiste trouva dans les années 1917-23 comme ennemis les plus directs, les renégats du marxisme qui, avec la démocratie, fournissaient à la bourgeoisie la soi-disant "justification" théorique de la condamnation de la *dictature*. Dans ces thèses, présentées au Ier Congrès de l'Internationale, Lénine rappelle que, pour le marxisme, il ne saurait pas plus y avoir de dictature "en général" que de démocratie "en général". La dictature bolchévique est la *dictature du prolétariat* : elle dit ouvertement qu' elle "est un pouvoir (qui n'est) lié par aucune loi", tandis que même "la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être que la dictature de la bourgeoisie".

Lénine réfute les arguments sur "les fameuses libertés", que la bourgeoisie présente comme l'idéal à atteindre, mais qui sont une duperie tant que les moyens matériels de les pratiquer sont aux mains de la classe capitaliste et tant que cette dernière détient en plus le pouvoir d'Etat. Le prolétariat ne peut donc accéder pleinement à ces "libertés" que par l'instauration de sa *dictature de classe*.

Dans ce sens, Lénine pouvait dire que la dictature du prolétariat est "mille fois plus démocratique" que la plus démocratique des démocraties bourgeoises. Mais il se garde bien de caractériser - comme le font aujourd'hui tous les courants qui pensent ainsi pouvoir rendre la dictature plus "acceptable" par les petits-bourgeois - la dictature prolétarienne par cet aspect, dont le sens réel est d'assurer *la plus large participation des masses à l'Etat* et par conséquent d'assurer le plus rapidement possible les tâches de la transformation sociale et, en même temps, le dépérissement de l'Etat lui-même.

La Commune de Paris "a montré d'une manière particulièrement frappante le caractère historiquement conventionnel et la valeur limitée de la démocratie bourgeoise" dit Lénine (thèse 5) qui, loin de voir dans la dictature prolétarienne la pleine réalisation de la démocratie formelle ajoute (thèse 6) : "la signification de la Commune consiste en plus en ce qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil d'Etat bourgeois, l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire, policier de l' Etat bourgeois, en le remplaçant par une organisation autonome, l'organisation des masses ouvrières, qui ne connaissait pas la séparation des pouvoirs législatif et exécutif".

En 1921, s'appuyant sur une longue expérience de lutte dans les conditions de la démocratie occidentale où ce mot, loin de conserver l'odeur de poudre qu'il avait dans l'Europe de 1848 ou dans la Russie de 1917, où il signifiait le pouvoir des larges masses conquis *au bout du fusil*, n'avait plus que le goût fade aux relents d'impuissance du bulletin périodiquement déposé dans l'urne *comme seule voie possible* de la "lutte" prolétarienne, la Gauche écrivait : "l'emploi de certains termes dans l'exposition du communisme engendre bien souvent des équivoques du fait des sens différents qu'on peut leur donner. C'est le cas des mots *démocratie* et *démocratique* ".

Dans ses affirmations de principe, "le communisme marxiste se présente comme la négation de la démocratie ; d'autre part, les communistes défendent souvent le caractère démocratique, l'application de la démocratie au sein des organisations prolétariennes : système étatique des conseils ouvriers, syndicats, parti. Il n'y a là évidemment aucune contradiction, et rien qu'on puisse opposer à l'emploi du dilemme : *démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne*, en tant que parfait équivalent de la formule : *démocratie bourgeoise ou dictature prolétarienne*" (1).

Aujourd'hui, où dans les pays impérialistes, l' Etat concède toujours plus de "droits" et de "garanties" formelles aux citoyens comme autant de liens avec l'Etat destinés à *entraver la lutte de classe*, en même temps que les moyens de répression grandissent démesurément, le mot de démocratie a également perdu une grande partie de son mordant dans les aires où la lutte d'indépendance a entraîné les larges masses sur la scène politique et où, comme c'est le cas aujourd'hui de l'Iran, le modèle de la constitution en préparation n'est rien d'autre que la fameuse "*charte nationale*" algérienne qui chante l'Islam et la démocratie, mais n'entend par cette dernière que le formalisme de la participation à des élections bidons tout en excluant fermement pour le prolétariat et les paysans pauvres toute possibilité juridique d'association, de réunion et de presse indépendante.

"Aussi bien au sens littéral ("pouvoir du peuple") que dans le sale usage qu'on en fait de plus en plus, écrivions-nous en 1951, le mot démocratie signifie "pouvoir appartenant non à une classe, mais à toutes". C'est pour cette raison historique que, repoussant avec Lénine la "démocratie bourgeoise" et la "démocratie en général", nous devons également exclure politiquement et théoriquement cette contradiction dans les termes qu'est la "démocratie de classe" ou la "démocratie ouvrière" (2).

Nous n'avons pas besoin de recouvrir les revendications politiques immédiates de notre classe comme les libertés de réunion, d'association, de presse, etc., du mot trompeur de démocratie. Laissons cette abstraction à nos adversaires et relions explicitement ces revendications à celle, centrale, de la dictature prolétarienne, qui les réalisera pleinement.

(1) Cf "Le principe démocratique", 1921, republié dans *Parti et classe*, Ed. Programme Communiste.

(2) Cf "Dictature prolétarienne et parti de classe", 1951, toujours dans *Parti et classe*.

Thèses de Lénine au Ier Congrès de l'I.C.

1. La montée du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays a suscité les efforts convulsifs de la bourgeoisie et de ses agents dans les organisations ouvrières afin de trouver des arguments politiques et idéologiques pour la défense de la domination des exploiteurs. Parmi ces arguments, la condamnation de la dictature et l'apologie de la démocratie sont notamment mises en avant. Le caractère mensonger et hypocrite d'un tel argument, repris sur tous les tons dans la presse capitaliste, et à la Conférence de l'Internationale jaune[167] en février 1919 à Berne, est évident pour tous ceux qui se refusent à trahir les principes fondamentaux du socialisme.

2. Tout d'abord, cet argument opère à l'aide des notions de « démocratie en général » et de « dictature en général », sans poser la question de savoir de quelle classe il s'agit. Poser la question de cette manière, en dehors de classes ou au-dessus des classes, soi-disant du point de vue du peuple tout entier, c'est tout simplement se moquer de l'enseignement essentiel du socialisme, à savoir la théorie de la lutte des classes que les socialistes, passés aux côtés de la bourgeoisie, reconnaissent en paroles mais oublient en fait. Car dans tout pays capitaliste civilisé il y a la démocratie bourgeoise et non la « démocratie en général » ; et il ne s'agit pas de « dictature en général », mais de la dictature de la classe opprimée, c'est-à-dire du prolétariat, sur les oppresseurs et les exploiteurs, c'est-à-dire la bourgeoisie, dans le but de briser la résistance opposée par les exploiteurs dans la lutte pour leur domination.

(suite page 9)

Démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne

(suite de la page 8)

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploiteurs ont toujours opposée. La bourgeoisie, dont la domination est défendue à présent par les socialistes qui s'élèvent contre la « dictature en général » et qui portent aux nues la « démocratie en général », a conquis le pouvoir dans les pays évolués, au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de répression violente des rois, des seigneurs, des esclavagistes et de leurs tentatives de restauration. Dans leurs livres, brochures, résolutions de congrès, dans leurs discours de propagande, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple des milliers et des millions de fois le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, de cette dictature de la bourgeoisie. C'est pourquoi la défense actuelle de la démocratie bourgeoise sous le couvert de discours sur la « démocratie en général », les cris et les vociférations qui retentissent aujourd'hui contre la dictature du prolétariat sous prétexte de clamer contre la « dictature en général », tout cela revient à trahir délibérément le socialisme, à passer aux côtés de la bourgeoisie, à nier le droit du prolétariat à sa révolution à lui, la révolution prolétarienne, à défendre le réformisme bourgeois précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier et quand la guerre a créé une situation révolutionnaire.

4. En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses [168]. Il n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas un marxiste, parmi ceux qui clament maintenant contre la dictature et pour la démocratie, qui ne jurerait ses grands dieux devant les ouvriers qu'il reconnaît cette vérité première du socialisme ; et à l'heure actuelle, à l'heure où le prolétariat révolutionnaire est en effervescence et mis en branle afin de détruire cette machine d'oppression et de conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie faisait don aux travailleurs de la « démocratie pure », comme si la bourgeoisie renonçait à la résistance et était prête à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme s'il n'y a et il n'y avait aucune machine d'Etat permettant au capital d'écraser le travail dans une république démocratique.

5. La Commune de Paris, célébrée en paroles par tous ceux qui désirent se faire passer pour des socialistes, car ils savent que les masses ouvrières nourrissent envers elle une sympathie sincère et chaleureuse, a montré d'une manière particulièrement frappante le caractère historiquement conventionnel et la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, ces institutions progressives au plus haut point par rapport au moyen âge, mais qui doivent être nécessairement remaniées de fond en comble à l'époque de la révolution prolétarienne. C'est justement Marx qui a apprécié mieux que quiconque la portée historique de la Commune et a montré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, lorsque les classes opprimées se voient octroyer le droit, une fois en quelques années, de choisir le mandataire des classes possédantes qui « représentera et réprimera » (ver- und zertreten) le peuple au parlement [169]. C'est précisément à l'heure actuelle, à l'heure où le mouvement soviétique, embrassant le monde entier, poursuit l'œuvre de la Commune aux yeux de tous, que les traîtres au socialisme oublient l'expérience et les leçons concrètes de la Commune de Paris, en reprenant à leur compte le vieux bric-à-brac bourgeois sur la « démocratie en général ». La Commune ne fut point une institution parlementaire.

6. Ensuite, ce qui fait l'importance de la Commune, c'est qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire, policier de l'Etat bourgeois en le remplaçant par une organisation autonome, l'organisation des masses ouvrières, qui ne connaissait pas la séparation des pouvoirs législatif et exécutif. Toutes les républiques démocratiques bourgeoises actuelles, y compris la république allemande que les traîtres au socialisme qualifient de prolétarienne en bafouant la vérité, conservent cet appareil d'Etat. Dès lors, il saute aux yeux, une fois de plus, que les hurlements en faveur de la « démocratie en général » ne sont autre chose que la défense de la bourgeoisie et de ses privilèges d'exploiteurs.

7. La « liberté de réunion » peut être considérée comme un modèle des revendications de la « démocratie pure ». Tout ouvrier conscient, qui n'a pas rompu avec sa classe, comprendra aussitôt qu'il serait absurde de promettre la liberté de réunion aux exploiteurs pendant la période et dans une situation où ceux-ci opposent une résistance à leur renversement et défendent leurs privilèges. Lorsque la bourgeoisie était révolutionnaire, elle n'accordait pas la « liberté de réunion », ni en Angleterre en 1649 ni en France en 1793, aux monarchistes et aux nobles qui faisaient appel aux troupes étrangères et qui se « rassemblaient » pour tramer des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie actuelle, devenue réactionnaire depuis longtemps, exige du prolétariat qu'il garantisse d'avance, quelle que soit la résistance des capitalistes à leur expropriation, la « liberté de réunion » pour les exploiteurs, les ouvriers ne feront que se moquer de l'hypocrisie de la bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent parfaitement que la « liberté de réunion », même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase creuse, car les riches disposent des plus belles salles, publiques et privées, et aussi de loisirs suffisants pour se réunir, et jouissent de la protection assurée par l'appareil bourgeois du pouvoir. Les prolétaires des villes et des campagnes ainsi que les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, n'ont rien de tout cela. Tant que cet état de choses demeure, l'« égalité », c'est-à-dire la « démocratie pure », est un mensonge. Afin de conquérir l'égalité véritable, afin de réaliser en fait la démocratie pour les travailleurs, il faut commencer par prendre aux exploiteurs tous les édifices somptueux, privés et publics, il faut commencer par donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par les ouvriers armés, et non par des nobliaux ou des officiers capitalistes avec leurs soldats abrutis.

Ce n'est qu'après un tel changement qu'on peut parler de liberté de réunions, d'égalité, sans faire insulte aux ouvriers, aux travailleurs, aux pauvres. Et personne ne saurait le réaliser en dehors de l'avant-garde des travailleurs, du prolétariat qui renversa les exploiteurs, la bourgeoisie.

8. La « liberté de la presse » est également un des principaux mots d'ordre de la « démocratie pure ». Encore un coup, les ouvriers savent — les socialistes de tous les pays l'ont reconnu des millions de fois — que cette liberté est une duperie tant que les meilleures imprimeries et les gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que demeure le pouvoir du capital sur la presse, qui se manifeste dans le monde entier d'une manière d'autant plus brutale, éhontée, cynique que la démocratie et le régime républicain sont plus développés, par exemple en Amérique. Afin de conquérir l'égalité véritable et la démocratie réelle pour les travailleurs, les ouvriers et les paysans, on doit d'abord empêcher le capital d'embaucher les écrivains, d'acheter les maisons d'éditions et de corrompre la presse ; or, à cet effet, il est indispensable de secouer le joug du capital, d'abattre les exploiteurs, de briser leur résistance. Les capitalistes ont toujours donné le nom de « liberté » à la liberté de s'engraisser pour les riches, à la liberté de mourir de faim pour les ouvriers. Les capitalistes qualifient de liberté de la presse la liberté pour les riches de soudoyer la presse, la liberté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle l'opinion publique. Encore un coup, les défenseurs de la « démocratie pure » s'avèrent en fait les défenseurs du système le plus ignoble, le plus vénal, de domination des riches sur les moyens d'éducation des masses ; ils trompent le peuple et le détournent, à l'aide de phrases pompeuses et spécieuses, fausses de bout en bout, de la tâche historique, de la tâche concrète de délivrer la presse de son asservissement au capital. La liberté et l'égalité véritables régneront dans le régime que construisent les communistes, où il sera impossible de s'enrichir aux dépens d'autrui, où il n'y aura pas de possibilité objective de soumettre, directement ou non, la presse au pouvoir de l'argent, où rien n'empêchera les travailleurs (ou groupe de travailleurs, quelle que soit son importance) de jouir sur un pied d'égalité du droit de se servir des imprimeries et du papier appartenant à la société.

9. L'histoire du XIX[e] et du XX[e] siècle nous a montré dès avant la guerre ce qu'était en fait la fameuse « démocratie pure » sous le capitalisme. Les marxistes ont toujours dit que plus la démocratie est évoluée, « pure », et plus la lutte de classe devient acharnée, aiguë, déclarée, plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur « pureté ». L'affaire Dreyfus dans la France républicaine, les répressions sanglantes infligées aux grévistes par les détachements de mercenaires que les capitalistes arment dans la République américaine, libre et démocratique, ces faits et des milliers d'autres semblables révèlent cette vérité que la bourgeoisie s'emploie vainement à dissimuler, à savoir que même dans les républiques les plus démocratiques, on voit dominer en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, qui se manifestent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiteurs que le pouvoir du capital est ébranlé.

(suite page 10)

Démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne

(suite de la page 9)

10. La guerre impérialiste de 1914-1918 a révélé définitivement, même aux ouvriers arriérés, que la démocratie bourgeoise, voire dans les républiques les plus libres, n'est que la dictature de la bourgeoisie. Des dizaines de millions d'êtres humains ont été massacrés, la dictature militaire de la bourgeoisie a été instaurée dans les républiques les plus libres, et tout cela pour enrichir le groupe allemand ou le groupe anglais de millionnaires ou de milliardaires. Cette dictature militaire se maintient dans les pays de l'Entente même après la débâcle de l'Allemagne. C'est justement la guerre qui a le plus ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les fleurs artificielles qui enjolivaient la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre durant la guerre et à l'occasion de la guerre. Au nom de la « liberté et de l'égalité », la bourgeoisie a mené cette guerre ; au nom de la « liberté et de l'égalité », les fournisseurs des armées se sont enrichis fabuleusement. Aucun effort de l'Internationale jaune de Berne ne saurait déguiser aux masses le caractère exploiteur, désormais entièrement dévoilé, de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.

11. En Allemagne, le pays capitaliste le plus évolué sur le continent européen, les premiers mois d'entière liberté républicaine, apportée par la débâcle de l'Allemagne impérialiste, montraient déjà aux ouvriers allemands et au monde entier en quoi consiste la nature de classe réelle de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg est un événement historique d'une portée universelle non seulement parce que ces leaders de l'Internationale communiste, l'Internationale véritablement prolétarienne, les meilleurs parmi les meilleurs, ont péri tragiquement, mais aussi parce que, pour un Etat avancé d'Europe, — et on peut dire sans exagération, pour un Etat avancé à l'échelle mondiale, — sa nature de classe s'est pleinement dévoilée. Si des personnes arrêtées, c'est-à-dire placées sous la garde du pouvoir d'Etat, ont pu être tuées impunément par des officiers et des capitalistes sous un gouvernement de social-patriotes, il s'ensuit que la république démocratique dans laquelle une telle chose a été possible, est la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation à propos du meurtre de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg et ne comprennent pas cette vérité, ne font que trahir leur stupidité ou bien leur hypocrisie. La « liberté » dans une des républiques les plus libres et les plus avancées du monde, dans la république allemande, c'est la liberté de tuer impunément les chefs arrêtés du prolétariat. Et il ne saurait en être autrement tant que le capitalisme se maintient, vu que le développement de la démocratie, loin d'émousser la lutte de classes, accentue au contraire cette lutte qui, en raison de toutes les conséquences et de toutes influences de la guerre et de ses séquelles, a atteint son point culminant.

Dans le monde civilisé tout entier, les bolchéviks sont à présent proscrits, persécutés, incarcérés, par exemple en Suisse, une des républiques bourgeoises les plus libres ; des pogromes contre les bolchéviks sont déclenchés en Amérique, etc. Sous l'angle de la «démocratie en général » ou de la « démocratie pure », il est tout simplement ridicule que des pays évolués, civilisés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence chez eux de quelques dizaines de personnes venant de la Russie arriérée, affamée et dévastée, et qui est traitée dans les journaux bourgeois, tirés à des dizaines de millions d'exemplaires, de pays sauvage, criminel, etc. Il est évident que la situation sociale qui a pu engendrer une contradiction aussi flagrante est en fait la dictature de la bourgeoisie.

12. Dans cet état de choses, la dictature du prolétariat est non seulement tout à fait légitime en tant que moyen de renverser les exploiteurs et de briser leur résistance, mais aussi absolument indispensable pour toute la masse laborieuse en tant qu'unique défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a mené à la guerre et qui prépare des guerres nouvelles.

Le point essentiel que les socialistes ne comprennent pas, et qui explique leur myopie théorique, qui fait qu'ils demeurent prisonniers des préjugés bourgeois, qui constitue leur trahison politique à l'égard du prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que la lutte de classe qui en est le fondement s'accentue d'une manière tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun terme moyen entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petits bourgeois. Témoin en est l'expérience d'un développement de plus d'un siècle de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier dans tous les pays évolués, notamment l'expérience des dernières cinq années. C'est ce qu'établissent également la science de l'économie politique, le contenu du marxisme qui explique la nécessité dans toute économie marchande de la dictature de la bourgeoisie qui ne peut être remplacée que par la classe développée, multipliée, cimentée, renforcée par l'évolution même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

13. Une autre erreur politique et théorique des socialistes est due à ce fait qu'ils ne comprennent pas que les formes de démocratie ont changé nécessairement au cours des siècles, à partir de ses germes dans l'antiquité, au fur et à mesure que les classes dominantes se succédaient. Dans les républiques de la Grèce antique, dans les villes du moyen âge, dans les pays capitalistes évolués, la démocratie revêt des formes différentes et elle est appliquée à des degrés divers. Il serait parfaitement absurde de penser que la révolution la plus profonde que l'histoire de l'humanité ait jamais connue, le passage, pour la première fois dans le monde, du pouvoir de la minorité des exploiteurs à la majorité des exploités, puisse s'effectuer dans l'ancien carde de l'ancienne démocratie, de la démocratie bourgeoise, parlementaire, puisse s'effectuer sans les tournants les plus profonds, sans la création de nouvelles formes de démocratie, de nouvelles institutions qui matérialisent les conditions nouvelles de son application, etc.

14. Ce qu'il y a de commun entre la dictature du prolétariat et celle des autres classes, c'est qu'elle est due à la nécessité, comme toute dictature, de briser par la violence la résistance de la classe qui perd sa domination politique. Ce qui distingue foncièrement la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des propriétaires fonciers au moyen âge, de la bourgeoisie dans tous les pays capitalistes civilisés, c'est que la dictature des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie était la répression par la violence de la résistance de l'immense majorité de la population, à savoir les travailleurs. Au contraire, la dictature du prolétariat est la répression par la violence de la résistance des exploiteurs, c'est-à-dire de la minorité infime de la population, des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Il s'ensuit que la dictature du prolétariat doit engendrer nécessairement, non seulement la modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais précisément l'extension sans précédent de la démocratie réelle en faveur des classes laborieuses opprimées par le capitalisme.

En effet, la forme de dictature du prolétariat qui est déjà pratiquement élaborée, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets en Russie, le *Räte-System* en Allemagne, les *Shop Stewards Committees* et des institutions analogues dans les autres pays, toutes signifient et réalisent précisément en faveur des classes laborieuses, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population, la possibilité véritable de jouir des droits et des libertés démocratiques, telle qu'elle n'a jamais existé même approximativement dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.

Ce qui fait la nature du pouvoir des Soviets, c'est que le pouvoir d'Etat tout entier, tout l'appareil d'Etat, a pour fondement unique et permanent l'organisation massive des classes qui étaient opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire les ouvriers et les semi-prolétaires (paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui et qui vendent constamment ne serait-ce qu'une partie de leur main-d'œuvre). Les masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en étant égales en droits devant la loi, étaient écartées par des milliers de procédés et de subterfuges de la participation à la vie politique et de la jouissance des droits et des libertés démocratiques, sont à présent associées constamment et nécessairement et, qui plus est, d'une manière décisive, à la gestion démocratique de l'Etat.

15. L'égalité des citoyens, sans distinction de sexe, de religion, de race, de nationalité, que la démocratie bourgeoise a promise partout et toujours, mais n'a réalisée nulle part et ne pouvait réaliser en raison de la domination du capitalisme, le pouvoir des Soviets ou dictature du prolétariat l'applique entièrement et immédiatement, car seul le pouvoir des ouvriers, non intéressé à la propriété privée des moyens de production et à la lutte pour le partage ou un nouveau partage de ces moyens, est en mesure de le faire.

16. L'ancienne démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, et le parlementarisme étaient organisés de façon à éliminer avant tout les masses laborieuses de l'appareil administratif. Au contraire, le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est organisée de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil administratif. Tel est également le but de la réunion de l'exécutif et du législatif dans l'organisation soviétique de l'Etat, et du remplacement des circonscriptions territoriales par des unités électorales fondées sur l'entreprise : usine, fabrique...

17. L'armée était un appareil d'oppression non seulement sous la monarchie. Elle l'est restée dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul le pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation d'Etat permanente des classes opprimées par le capitalisme, peut supprimer la subordination de l'armée au commandement bourgeois et fusionner réellement le prolétariat et l'armée, assurer véritablement l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, sans quoi la victoire du socialisme est impossible.

(suite page 11)

تضامننا مع ضحايا القمع البرجوازي في العراق

امام تعاظم نضالات الجماهير العمالية والفلاحية وجماهير الاحياء المعدمة البائسة وعودة النضال المسلح في كردستان، تكشّر البرجوازية العراقية اليوم عن انيابها وتضاعف من شراستها المعهودة وتلقي بآلاف المناضلين من العمال والفلاحين والطلبة في سجونها واقبيتها. ان تضامننا مع ضحايا القمع البرجوازي في العراق ينبع من نضالنا ضد النظام الراسمالي باكمله وضد كل وكلائه حيثما وجدوا.

امام هذه الهجمة التي يتناسب حجمها ومطامح البرجوازية العراقية في لعب دور شرطي الخليج، بعد انهيار نظام الشاه البائد، فقد ارتفع عويل الاحزاب "الشيوعية" العربية، والتي كانت حتى البارحة تمتدح نظام بغداد المتعفن (والتي لا زالت تعتبره "وطنيا وتقدميا"). وكالعادة فهؤلاء يتباكون على "الديموقراطية" المهدورة وعلى "الوحدة الوطنية" (وحدتهم مع البرجوازية). يزيد من حسرتهم طبعا ان شقيقهم الحزب "الشيوعي" العراقي قد ادّى خدماته على احسن وجه كشريك امين في الدفاع عن سياسة البعث الحاكم القمعية وعن حربه ضد الجماهير الكردية المضطهدة وعن ما يسميه "مكاسب اشتراكية"، والتي ليست سوى مكاسب تراكم راسمالي على حساب عرق ومعاناة وحرمان الطبقة العاملة العراقية والافقار المتزايد للريف.

وزعت هذه الاحزاب مؤخرا بيانا تناشد فيه النظام العراقي بـ"تجاوز الخلافات الجانبية والثانوية بين الفصائل الوطنية والتقدمية". حقا فان خلافات هذه الاحزاب مع اسيادها البرجوازيين جانبية وثانوية، امّا خلافات الطبقة العاملة مع البرجوازية فهي عداء طبقي لا يزول الا بزوال البرجوازية نفسها وكل نظامها البغيض. لقد اختارت هذه الاحزاب لنفسها السقوط في مستنقع الانتهازية والتآمر على الجماهير المستغلة. ولن يكون موقفنا منها سوى محاربتها كعدو طبقي وكأجير للبرجوازية في صفوف الطبقة العاملة.

ان على البروليتاريا العراقية وخلفها جماهير الفلاحين الفقراء، لكي تواجه بفعالية الحملة الدموية هذه، ان تنظم نفسها بشكل مستقل عن اجهزة النظام البرجوازي وعن وكلائه الانتهازيين، وعلى اساس مصالحها الخاصة، والكفاح دون هوادة ضد مستغليهم مصّاصي الدماء والتصدي بحزم لكل السياسات الانتهازية التي تستجدي العفو والغفران من العدو الطبقي. ان الطبقة العاملة بحاجة ماسة لحزبها الامي في نضالها هذا ولتصعيده حتى الاطاحة العنيفة بهذا النظام الراسمالي الذي يستعبدها، وفرض ديكتاتورتها الطبقية، حزب الحرب الطبقية لا السلام الاجتماعي: الحزب الشيوعي حقا.

Démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne

(suite de la page 10)

18. L'organisation soviétique de l'Etat est adaptée au rôle dirigeant du prolétariat en tant que classe la plus concentrée et la plus instruite par le capitalisme. L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste mondial, nous apprend que seul le prolétariat est en mesure de grouper et d'entraîner les couches arriérées et éparpillées de la population laborieuse et exploitée.

19. Seule l'organisation soviétique de l'Etat est vraiment capable de briser d'un coup et détruire définitivement l'ancien appareil, c'est-à-dire l'appareil bourgeois, bureaucratique et judiciaire, qui s'est maintenu et qui devait se maintenir inévitablement sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, et qui en fait constitue le plus grand obstacle à l'instauration de la démocratie en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait le premier pas sur cette voie, le premier pas d'une portée historique et universelle, et le pouvoir des Soviets a fait le second.

20. L'abolition du pouvoir d'Etat est l'objectif que se sont assigné tous les socialistes, Marx en tête. Tant que cet objectif n'est pas atteint, la démocratie véritable, c'est-à-dire la liberté et l'égalité, est irréalisable. Or, seule la démocratie soviétique ou prolétarienne conduit pratiquement à ce but car, en associant les organisations des masses laborieuses, constamment et nécessairement, à la gestion de l'Etat, elle commence sur-le-champ à préparer le dépérissement complet de tout Etat. (...) (3).

(3) Nous ne reproduisons pas ici les thèses (21) et (22) qui ont un intérêt avant tout historique.

Maroc:
La servilité inégalée du PPS

Celui qu'on appelle à juste titre "l'homme du palais", Ali Yata, député de Casablanca et secrétaire général du PPS (Parti du progrès et du socialisme-ex-PCM) vient d'accorder récemment à Jeune Afrique n° 947 du 28/2/79 une interview qui en dit long sur la servilité politique qui caractérise les staliniens.

- Question: " Comment peut-on être communiste au Maroc, pays monarchique et musulman?"

- Réponse de A. Yata: " Le Maroc, pays de monarchie millénaire devenue constitutionnelle, reconnait à tous ses fils, sans distinction aucune, les droits d'opinion, d'expression, d'association et de réunion. A ce titre, toutes les forces politiques y déploient leur activité, toutes les tendances idéologiques s'y manifestent librement. Le peuple marocain est musulman. Les communistes en constituent une partie intégrante appréciée par son patriotisme (!) et son dévouement à la cause des travailleurs et des pauvres"(sic!).

Plus loin, A.Yata n'hésite pas à cautionner la soi-disant "politique d'ouverture" du Palais: "Le Maroc vit actuellement un processus de démocratisation évident (!!). Nous jouissons des premiers résultats. Nous soutenons tout pas en avant".A ce moment même, plus de 500 militants croupissent dans les geôles de Hassan II sans parler des poursuites, des enlèvements, des assassinats et de la chasse au mouvement syndical qui constituent sans aucun doute l'envers du "processus de démocratisation" qui ne donne évidemment la liberté de parole qu'aux larbins qui ont promis de ne pas s'en servir pour dire la vérité sur l'oppression politique de la monarchie et des capitalistes.

Seule l'unité des exploités...

(suite de la page 3)

C'est à ces masses que va notre solidarité. Contre les desseins de leurs "dirigeants", contre leurs propres aspirations initiales, contre leurs propres préjugés nationaux ou religieux,l'histoire a fait d'elles les soldats d'une guerre qui ne pourra plus être que de façon marginale une guerre de race ou une guerre de nation, parce qu'elle sera devenue par la force des choses une guerre de classe, parce qu'elle aura pour théâtre non plus une bande de terre qui depuis trop longtemps a cessé de les nourrir et que les nouvelles générations ne connaissent même pas et peuvent moins que jamais considérer comme "la leur", mais l'immense théâtre de leurs migrations (de leur "diaspora" comme on dit) en tant que prolétaires purs et simples.

Paradoxalement, c'est dans ces masses horriblement opprimées sous l'état de siège permanent pratiqué par l'Etat-pied noir d'Israel,périodiquement dispersées par la violence, impitoyablement traquées par leurs "frères de sang" de toute la région, que l'unité en vain cherchée par les bourgeois du Moyen-Orient va construisant son tissu: unité de classe entre tous les exploités contre tous les exploiteurs. Ce seront ces exploités qui proclameront et mèneront leur guerre qui sera aussi la nôtre, la seule guerre qui sera sainte parce qu'elle n'est bénie par aucun prêtre et financée par aucun puissant.

Ce seront elles qui gagneront la guerre!

Porter la lutte sur un terrain de classe

(suite de la page 7)

C'est ainsi que le MTA et les amis d'*El-Assifa* écrivaient dans l'appel déjà cité : "Nous appelons toutes les organisations démocratiques politiques, associations culturelles et religieuses, tous ceux qui luttent contre le racisme, chercheurs, médecins, avocats, étudiants, professeurs, lycéens, travailleurs anti-racistes, tous nos camara des immigrés et français (remarquons que les travailleurs sont les derniers à être appelés) à nous soutenir financièrement pour nous permettre de continuer et de renforcer notre unité et nos luttes" (*idem*).

Nous avons dû insister sur les positions ci - dessus car elles sont véritablement *caractéristiques* et décrivent bien les boulets qui entravent l'éveil de la conscience de classe dans le prolétariat maghrébin, même si les organisations que nous avons citées n'ont qu'une vie en pointillé. Mais d'autres positions sont aussi à combattre pour aider à la lutte de classe indépendante.

C'est notamment le cas d'une organisation comme le CTA qui contribue à semer une terrible confusion dans les rangs des travailleurs immigrés algériens. En effet le CTA soutient qu'en plus de la lutte avec les autres travailleurs immigrés et français pour imposer leurs revendications, les travailleurs algériens doivent lutter "vis-à-vis des autorités algériennes pour qu'elles se mobilisent, comme c'est leur rôle, pour la défense de nos intérêts et de nos droits en France" (*La voix des travailleurs algériens*, n° 6, janvier 1979).

C'est aussi le cas des soi-disant marxistes-léninistes, qui ne se distinguent guère du courant "national-démocratique" que l'on retrouve dans l'immigration. Tout en reconnaissant que la lutte des travailleurs immigrés dans les métropoles impérialistes est "partie intégrante de la lutte de classe du prolétariat international", les maoïstes d'*El-Amel Tounsi* (pro-albanais) soutiennent en effet eux aussi que "la lutte des travailleurs immigrés dans ces pays n 'a pas cessé de croître et de se renforcer, constituant un aspect de la lutte des peuples dominés" (*manifeste* du 1er mai 1978). Et que pourraient-ils dire d'autre puisque leur objectif est d'"édifier le régime de la démocratie nouvelle dans le cadre de la construction de la nation arabe en tant que pas vers le socialisme et le communisme" ! (*idem*)

Mais l'exemple qui montre on ne peut plus clairement comment les positions démocratiques petites-bourgeoises ne peuvent mener en fin de compte qu'à la collaboration de classe avec la bourgeoisie "nationale" est sans doute celui de l'AMF (Association des Marocains en France). On a affaire ici à une organisation implantée dans les milieux ouvriers de l'immigration et qui se fait malheureusement le champion de la subordination des intérêts spécifiques de la classe ouvrière aux exigences de l'"unité nationale" derrière laquelle toutes les bourgeoisies cherchent à dissimuler le caractère de classe et l'exploitation de la société capitaliste.

Les principes nationaux et démocratiques qui guident l'AMF se reflètent tout naturellement dans son programme d'action qui consiste dans "l'affirmation de la personnalité culturelle des travailleurs marocains", "l'union des rangs des Marocains en France". L'AMF travaille également en vue de "lier la lutte des immigrés marocains à celle des masses du peuple marocain, en considérant les travailleurs immigrés comme partie intégrante du peuple marocain" (Interview d'un responsable de l'AMF à *23 mars*, n° 53-54 de mai-juin 1978).

Et comme pour prouver que l'"intérêt national" est bien le seul *intérêt de la bourgeoisie*, l'AMF pousse sa position jusqu'à couvrir les crimes des capitalistes nationaux et de la monarchie en soutenant le soi-disant " droit du peuple marocain à compléter son unité territoriale dans sa lutte pour libérer le Sahara marocain" (*idem*). Le soutien à la guerre d'annexion et de brigandage menée par la monarchie marocaine contre le peuple sahraoui ne revient-il pas à donner une caution de taille à une opération sans précédent de *division du prolétariat maghrébin ?*

Voilà où mènent les conceptions étroites qui font leurs tous les préjugés néfastes du démocratisme et du nationalisme. Or, dans la lutte contre le capitalisme, la force des travailleurs réside dans leur *union* par-dessus toutes les barrières élevées par la bourgeoisie et ses larbins Aujourd'hui, à l'heure où *le besoin de la riposte collective de classe* se fait de plus en plus pressant, il est indispensable que soient fermement dénoncés tous les obstacles qui se dressent devant la constitution du *front uni prolétarien* contre toutes les bourgeoisies, par-dessus les barrières de nationalité.

Les textes du Parti Communiste International

1. **Communisme et fascisme,** 158 pages, 8 F
2. **Parti et classe,** 112 pages, 8 F
5. **La « Maladie infantile », condamnation des futurs rénégats,** 100 pages, 7 F
6. **Force, violence, dictature dans la lutte des classes,** 60 pages, 4 F

Presse internationale

PROLETARIER

il programma comunista

Programme communiste

EL PROGRAMA COMUNISTA

Kommunistisches Programm

Communist Program

le prolétaire

N° 288

- Ier mai : Pour la lutte indépendante de classe !
- La IVe Internationale et la construction du Parti
- Austérité, patrie, démocratie
- Les luttes ouvrières en Iran, avant les "journées" de février
- Paysannerie et révolution en Indochine
- Le plus dangereux dans le nucléaire, c'est qu'il est aux mains du capital
- Non au contrôle de l'immigration ! :
  - Les axes de notre campagne de parti
  - Foyers en lutte : Comment briser le mur de l'isolement
  - La démagogie de la CFDT
  - Les mesures frappant les prolétaires immigrés en Allemagne
  - La bourgeoisie lâche ses flics pour expulser les résidents. A la rescousse !
  - Les prolétaires immigrés en Europe occidentale
  - La bourgeoisie française prépare une nouvelle loi contre les ouvriers immigrés

Qu'est ce que le socialisme ?

(socialisme scientifique contre socialisme national algérien)

N° 6. Série « Le Prolétaire ». 3 F

أول ماي (أيار) و النضال من أجل تخفيض ساعات العمل

في عام 1889 قرر المؤتمر العمالي الاشتراكي الاممي في باريس انه منذ ذلك الحين سيكون اول ايار من كل عام يوم اضراب عظيم ينظّم في جميع بلدان العالم . هذا اليوم ، الذى كان الاتحاد الاميركي للعمل قد اختاره مسبقا ، أتّخذ إحياءً لذكرى ضحايا قمع البرجوازية الاميركية وبالخصوص في "شيكاغو". وبالفعل ففي الاول من أيار عام 1886 نشب اضراب ضخم في جميع الولايات المتحدة للمطالبة بيوم العمل من ثماني ساعات، وفي شيكاغو كان عارما وقويا (80 الف عامل) وقد قمع هذا الاضراب بوحشية .

لم يكن احياء اول ايار ، في عام 1889 كما في الاعوام التي تلته ، مثلما هو عليه اليوم "عيد العمل" والتعاون الطبقي (وكأن العمال يمكن ان يحتفوا بالعمل في ظل الرأسمالية) . لقد كان حينها يوم صراع طبقي " يهدف لتحرير العمل ، والغاء العمل المأجور ، لتشييد وضع يملك فيه الجميع ، بدون تمييز في الجنس والعرق الحق في الخيرات المتأتية عن العمل المشترك". ورفع المطلب المباشر ليوم العمل من ثماني ساعات كمطلب موحد لمجمع الطبقة العاملة . لقد كان البرجوازيون القوميون ودولهم يكرهون هذا التاريخ حيث فيه يرون جموع البروليتاريا تتدفق متراصة خلف علمها الموحد ، العلم الاحمر ، مغنية نشيد الأممية . لقد كانوا يرون امامهم جيش الطبقة العاملة موحّدة على الصعيد الأممي وتتحضّر للثورة .

كتب لينين بمناسبة اول ايار في عام 1900 ، "ان يوم الثماني ساعات هو مطلب جميع البروليتاريا ، موجّه ليس الى هذا او ذاك من ارباب العمل ، وانما الى سلطة الدولة كممثل للنظام الاجتماعي والسياسي الحالي ، لكل طبقة الرأسماليين المتملكين لكل وسائل الانتاج . لقد أخذ يوم الثماني ساعات معنى خاصا : انه اعلان التضامن مع الحركة الاشتراكية الأممية . ينبغي ان نعمل على ان يدرك العمال هذا الفرق وان لا ينزلوا هذا المطلب الى مستوى مطالب كمثل البطاقات المجانية او طرد حارس ما . يطرح العمال ، على مدار السنة ، هنا وهناك ، مطالبهم الخاصة بشكل دائم على ارباب العمل ويناضلون لانتزاعها : ان الاشتراكيون ، بمساعدتهم في هذا النضال يجب ان يربطوه بنضال بروليتاريا جميع البلدان من اجل تحررها . ان يوم الاول من ايار يجب ان ياخذ معنى الاعلان الصارخ والذى يتعرف فيه العمال على هذا الرابط ويلتحقوا بثبات بهذا الصراع . (مقدمة الكراس: "ايام ايار في غاركوف" المؤلفات الكاملة ، الجزء الرابع ، الطبعة الفرنسية ص 376 — 377)

غداة الحرب الامبريالية الاولى ، ومع انطلاقة الموجة الثورية الاممية التي تم فيها الاستيلاء على السلطة في روسيا ، حققت الطبقة العاملة في كل مكان تقريبا يوم الثماني ساعات ، فاعطت الاممية الشيوعية للاول من ايار سطوعا جديدا بجعله يوم تضامن العمال الاممي من اجل مطالبهم، ضد الشوفينية والامبريالية اللذان يختبئان خلف شعارات الكذب والدجل: "التضامن الوطني" "والاتحاد المقدس" .

لم يصمد هذا التراث العظيم امام الثورة المضادة الستالينية ، التي جرّت البروليتاريا العالمية الى صراع الاخوة ، اثناء الحرب الامبريالية الثانية ، كلٌّ تحت علم وطن "ـه" .

منذ 1919 ، من الممكن جدا ان يكون اسبوع العمل قد انخفض، ولكن يوم العمل لا . حتى ان هذا الاخير قد ارتفع بفضل تفهّم القيادات الاصلاحية لحاجات "الاقتصاد الوطني" ، لقد تمدد بأوقات موصلات لا نهاية لها . ان يوم الارهاق المفروض على العامل هو اذن في تفاقم .

ولكن من اجل الفهم الجيد لهذه العملية ، لا ينبغي اخذ مدة العمل وحدها بالاعتبار . يجب ايضا وبالخصوص الاخذ بالحساب شدة العمل . وكما يفسر ماركس، فالمكنة ، طالما بقيت خاضعة لقانون الرأسمالية البربرى ، فانها تتيح "فرض جهد اكبر من قوة العمل على البروليتارى ، تعبئة اكثر ملائمة للفسح المبّتة ، وبالنتيجة تكثيفٌ مُتنامٍ للعمل". وهذا ما يؤدي ، بحكم ان المنافسة بين العمال هي القاعدة ، الى ان كل تقدم في الانتاجيّة يترافق اليوم بازدياد شدة العمل ، اذاً غناءُ العامل .

لمقاومة الثقل المتزايد دائما لرأسمال ليس هناك الا طريق واحد ، انه الصراع الطبقي . يجب ان يكون الهدف المركزى لهذا الصراع ، التخفيض الجذرى لمدة العمل فللتعويض عن التفاقم المذهل للاستغلال خلال السنوات الاخيرة ، قد يكون من الواجب اليوم المناداة بأقل من اربع ساعات عمل في اليوم . ولكن مطلب السبع ساعات في اليوم (أو 35 ساعة في الأسبوع) شريطة ان يطلب فورا ودون امهال ، مع أجر متساوٍ (لذلك المعمول به حاليا ، مضافا اليه الساعات الاضافية الاجبارية) مع منع الساعات الاضافية وذلك بواسطة الوسائل النضالية الكفيلة (الاضراب ، تنظيم العمال) ، ان هذا المطلب سيتيح انجاز خطوة في ذلك الاتجاه .

خلال هذا النضال تستطيع الطبقة العاملة اكتشاف ضرورة هدفها الخاص بها : الاشتراكية ، التي سيكون أول أهدافها ، التقليل الى الحد الأقصى من وقت العمل واستعمال التقدم التقني لاراحة الانسانية من التعب والشقاء .

لقد حان الوقت لاحياء التقليد البروليتاري للأول من أيار بمطلبه المركزي : خفض ساعات العمل في جميع أنحاء العالم . حان الوقت الذى تجد فيه الطبقة العاملة ، في جميع البلدان ، الشعور بان نضالها واحد ويصبو الى هدف موحّد، "إلغاء العمل المأجور" !

(بقية ص 14)

من اجل وحدة مستغلّي المغرب العربي

لقد كان واضحا ان التخمر الشعبي هو الذي دفع النظام الى حملة عنصرية جديدة تسمح له عملية الفرز في المصانع والقرى وكذلك في صفوف العاطلين عن العمل وتصنيفهم ، الطيبون المطيعون من جهة ، والسيئون المتمردون من جهة اخرى ، الذين يشاركون الذئب عواءه ليحصلوا على فتاته واولئك الذين سيكونون اهلا لمتابعة الكفاح .

ان معارضتنا ليست لها اية علاقة بالتأكيد مع معارضة بوضياف الذى تتمثل الانهزامية في نظره بالتصفيق لاكاذيب العرش المغربي الذى يدّعي شرعية ضم الصحراء الغربية استنادا الى تحرك مئات الآلاف من النماذج التعيسة (في هذه الحال اذن فان الملونون في الجزائر لهم ايضا شرعية قومية يدافعون عنها . كما انها لا تمت بصلة كذلك الى معارضة محمد حربي الذى يندد بـ"قومية" بومدين ، محاولا الاتفاق مع الديموقراطيين المغاربة مبرئا اياهم من جريمتهم الشوفينية ومن عجزهم الفظى عن النضال ضد الملكية .

اين هو اذن موقع حق الشعب الصحراوى في تقرير مصيره في كل هذه القضية؟ يجب ان نقول بوضوح بان النقطة المركزية في سلوك الشيوعيين ليست هنا ، بل عليهم ان يربطوا هذا المطلب بهدف الوحدة الاممية للعمال والمستغَلين . وانطلاقا من هذه الوجهة يبدو واضحا ان مطلب حق تقرير المصير للصحراويين من جانب البروليتاريا المغربية هو ضرورة مطلقة ، ولكنه لا ينطبق على الجانب الجزائرى لاننا لا نثق مطلقا بدفاع الطبقات الحاكمة في الجزائر عن سكان الصحراء . ان النضال الحقيقي للبروليتاريا الجزائرية يكون بالمساعدة الاخوية للبروليتاريا المغربية في صراعها ضد نظام الحسن الصانع لهذا الاضطهاد . ولن يتمكن العمال الجزائريون من تقديم هذا العون ويتنكروا لتقاليدهم الثورية اذا لم يحاربوا نظام الاشتراكية المزيفة في الجزائر وكل تدخل لدولتهم من اجل بضعة فدادين من الرمال .

سيصدر عن قريب

الموضوعات الأساسية للحزب

تتضمن هذه المطبوعة النصوص التالية :

- الموضوعات الاساسية للحزب (1951)
- موضوعات المؤتمر الثاني للاممية الشيوعية حول المسألة القومية والاستعمارية (1920)
- ما يتميز به حزبنا

بقية ص 16

الاشتراكية اممية وإلا فهي ليست باشتراكية

واليوم تأتي الاحداث لتؤكد النظرية الماركسية ولتلقي في سلة المهملات السراب والاكاذيب التي بنتها الستالينية والماوية، ولتكشف بانه خلف قناع "الاشتراكيات الوطنية" يختبئ الوجه المتوحش للحضارة البرجوازية، وقيمها التجارية الخسيسة، وانانيتها البائسة، وصراع كل منها ضد الآخر وسباقها للهيمنة المتبادل على الاشخاص والطبقات والشعوب: وجه اله الحرب دوما.

أيها الرفاق

في الشرق مثلما في الغرب، في آسيا كما في أوروبا، في افريقيا كما في أمريكا، في العالم الذى يسمي نفسه بوقاحة "الحر" مثلما الأمر في العالم الذى يسمي نفسه بوقاحة "اشتراكي". فان نمط الانتاج الرأسمالي يراكم طاقات الانفجار لحرب عالمية ثالثة، والتي ليست الحروب المحلية المتزايدة سوى اول مناوشاتها. ومن كلا طرفي الجبهة يتم التهيّء لتقديمها بوقاحة على انها حملة مقدسة (للمرة المئة) من أجل عالم أفضل، أكثر عدلا، وأخيرا في سلام.

ان قوة وحيدة تستطيع ان توقف هذا السباق نحو الهاوية: النضال الطبقي الذى لا يتوقف أمام أية مصلحة "وطنية"، بل لا يدافع الاّ عن مصالح المستغَلين فحسب. الصراع الطبقي الذي لا يعترف بأي حدود لا للمصنع ولا للفئات ولا للأمم والذى يرفض أكثر في أيام الحرب كل هدنة اجتماعية. والذى يردّ على الصراخ الهستيري "للاتحاد المقدس" باعلان صارم "للانهزامية الثورية!"

ان الاشتراكية اممية، والاّ فهي ليست سوى الراسمالية.

البروليتاريا ثورية واممية، والاّ فهي هباء.

يحيا النضال الطبقي المستقل للبروليتاريا!

تحيا الثورة الشيوعية العالمية!

تحيا ديكتاتورية البروليتاريا!

تحيا الشيوعية!

بقية ص 15

من اجل وحدة مستغَلّي المغرب العربي

لقد أثبتت أحزاب المعارضة في المغرب مرة أخرى عجزها الرهيب عن النضال ضد الملكية العلوية. تلك الملكية التي تحافظ على بقائها على حساب المجازر ضد العمال والفلاّحين والطلاب. والتي رقّت الاغتيال السياسي لتجعل منه صيغة حكومية، هذا النظام المستند على جيش يزيد عن مئة الف رجل ليضمن استمرار فساد يندر مثيله، ويحافظ على استعباد أقدم من نوح وأشكال عبودية للاستغلال الرأسمالي. لقد كان هذا الجيش بحاجة الى تقديم ولو قليل من المجد للنظام والاحاطة به لدعمه ولو قليلا بعد ان هزّته احداث صخيرات وقنيطرة وبعد ان تخللته تيارات تمرد وانحطاط في المعنويات.

ان الفن الذى استطاع بفضله الحسن أن يرفع راية الاسلام الخضراء ويجعل النجمة الشريفية تلمع من أجل قضية خدع فيها بومدين بسهولة، يمكن له أن يرفع من اعتزاز البرجوازى الصغير المغربي المتدين والعنصري، ولكن العمال لا يمكن أن ينتظروا من هذه العملية الا اضطهادا اكبر، وجيشا معززا لن يتردد الحسن غدا من معاملتهم به هم والفلاحين الفقراء بنفس الطريقة التى يعامل بها الصحراويين اليوم. فبؤسًا لتلك القيادات "العمالية" التي سلمت نفسها مكبلة الايدى والأرجل للملك بذريعة "الوحدة الوطنية". فانهم من أجل فتات حقير قد أحنوا ظهور المستغَلين وستكون مكافأتهم حسب التقاليد العريقة للاسرة المالكة، ضربة الحذاء التى تعطى للخدم والأجراء ...

لنحبط التعبئة الشوفينية للبرجوازية الجزائرية

حسب البيانات الرسمية المتعددة التي تصدرها زمرة "وجدة" المتمرسة على "التحريض النفسي" يبدو الأمر وكأنه قضية دفاع عن حق تقرير المصير للشعب الصحراوى وقضيته الشريفة ضد جرائم العرش الشريفي مما يظهر الحرب ضد المغرب وكأنها حرب ثورية، حرب الجمهورية الاشتراكية ضد الهمجية الاقطاعية والملكية المتخلفة.

انه لمن الغريب حقا ان نرى الشلّة الحاكمة في الجزائر تهتمّ اليوم بهذا القدر من الحماس بقضية حق الشعوب في تقرير مصيرها في حين انه لم تحدث مثل هذه الضوضاء حول التدخل الفرنسي في التشاد او حول مذابح الفلسطينيين من طرف الملك حسين، بل وادهى من ذلك دخولها كطرف فعال في المصالحة بين النظام العراقي الغارق في دماء الاكراد ونظام الشاه البائد وذلك بالطبع على حساب حق الاكراد في تقرير مصيرهم وبالتحالف مع القوى الاكثر تخلفا للنظام السائد. وهنا يبدو جليا كذب ادعاء النضال ضد الملكية المتخلفة مع المتدين الرجعي قذافي والذى لم يتردد عن الدفاع في لحظة معينة عن سلطان عمان ضد الثوار في ظفار.

بالطبع لقد كان اهتمام نظام الجزائر بالصحراويين اقل عندما كان يتّبع سياسة المغازلة مع فرنكو والحسن لاقتسام الغنيمة بالتي هي احسن. ان الطبقات الحاكمة في الجزائر قد احتيل عليها، وترى بامتعاض تمركز المغرب بين جبيلات والبحر مما يضع الثروات الجزائرية في هذه المنطقة تحت رحمته، فهذا شيء، ولكن حذار ان ياتي بعضهم ليقولوا لنا بان نداء الحكومة الجزائرية لاسبانيا لكي لا تنسحب بسرعة (!) هو ذروة العداء للامبريالية، وبان حبها المفاجيء للعيون هو دفاع عن الثورة ضد الاقطاع!

ان القرصنة المغربية تهدد بدون شك المصالح الانانية للبرجوازية الجزائرية وتهين غرور الزمرة الحاكمة فيها، ولكن البروليتاريين والجماهير المستغَلة لن يسعهم الاّ ان يغذوا احتقارهم العميق لمصالح لا تمت لمصالحهم باية صلة. في الواقع ان المسالة التي قد يمكن طرحها، في احسن الاحتمالات بالنسبة لحجج البرجوازية الجزائرية هي: هل يهدد التوسع المغربي حقا الانجاز الاساسي للثورة الجزائرية، الا وهي السيادة الوطنية؟

لقد كان من الممكن تاييد مثل هذه المقولة بشيء من الصحة سنة 1963، في فترة كان فيها ممكنا انهيار الدولة الجزائرية الوليدة. ولكن الجميع يعلم بان حرب 1963 قد استعملت بقوة لقطع راس المعارضة العمالية في المدن واعادة منطقة القبائل الهائجة الى صف النظام، والتي ما ان تمّ انجاز هذه المهام من طرف بن بيلا حتى جاء الوفاق بينه وبين الحسن وكأنّه تتويج لذلك، في جو اخوي يليق بوجه الله الذى بارك لهما. اما اليوم فحتى المظاهر لم تعد واردة، وليست مسرحية معركة امالغا هي التي ستكذب تحليلنا.

اضف الى ذلك بانه من وجهة نظر استراتيجية، فان هجوما مغربيا لا يمكن ان يتم من تندوف لأن المسافات الشاسعة التي سيتوجب قطعها قبل الوصول الى المناطق المهمة هي اكثر من 1000 كيلومتر، وبالتالي فان الاهداف التي يمكن ان يحرزها الجيش المعادي قبل ان يتم ايقاف زحفه ستكون تافهة، فضلا عن ذلك فقد كان خط المواجهة تاريخيا في جميع الحروب والغزوات بين المغرب والجزائر هو خط تلمسان – وجده – فاس. فالجزائر والمغرب تواجهان معا نفس صعوبة الاختراق من اى موضع آخر. ومن ثمّ، فامام الخطر المغربي المحدق المزعوم اين يحشد النظام الاشتراكي الجزائرى قواته؟ هل في الغرب؟ طبعا لا وانما في الشرق، مع ان خلافاته مع تونس ضئيلة للغاية. والحقيقة هي ان هناك خطر اكبر يتهدد النظام الجزائرى: ذلك الضغط المتفجر الآتي من الشرق، من الاوراس والقسنطينيين والقبائل بالاضافة الى الجزائر العاصمة العريقة بتقاليدها في الانتفاض.

الحجة الاخرى التي يقدمها النظام هي ضرورة الدفاع عن الاشتراكية الجزائرية (اشتراكية بالاسم فقط طبعا) ضد الامبريالية التي تريد نهب الثروات البترولية الجزائرية. لاشك بان الامبريالية تمارس ضغطا حول سعر النفط، ولكن هل يكون سعر البترول هو المشكل الاساسي بالنسبة للطبقات الحاكمة الجزائرية لو لم تكن تنتظر من ارتفاع مستواه الوصفة السحرية التي ستعفيها من القيام بثورة زراعية جذرية، بينما تكتفي باصلاحات ديماغوجية لا تسمح قطعا بانتشال جماهير الريف اليوم من العوز المتأتي عن انخفاض الانتاج، وغير كافية ابدا لتقديم المنتوجات الضرورية الى جماهير المدن المستغَلة، وهذا بالتحديد في الوقت الذى تطرد فيه مترو بولات اوروبا العمال المستغَلين بقسوة الى بلاد هم حيث يتفاقم البؤس.

تابع ص 13

ساندوا صحافة حزبنا الاممية!
تبرّعوا!

من اجل وحدة مستغلّي المغرب العربي

تتفاقم في الآونة الاخيرة الحملات الشوفينية في المغرب العربي من كلا جانبي الحدود الجزائرية المغربية. فللحفاظ على "وحدتهما الوطنية" تلجؤ كل من البرجوازيتين المغربية والجزائرية الى التحرش المفضوح. وهكذا فان حكومة الرباط تتهم المخابرات الجزائرية بانها المسؤولة عن انفجار قنبلة نجم عنه مقتل ثلاثة تلاميذ مدرسة في مدينة وجده. ومن جانب الحدود الجزائرية تتهم الحكومة المخابرات المغربية بالقيام بتفجير عبوة ناسفة في سوق شعبي في مدينة مغنية. انه لا يصعب رؤية ان وراء هذه الاعمال الاجرامية تكمن مناورات قذرة تقوم بها برجوازيات مفلسة.

ولهذه الغاية نعيد هنا، مع تعديل طفيف، نشر مقالين صدرا عام 1976 في جريدتنا باللغة الفرنسية: البروليتار، واللذان يدحضان كل التبريرات التي تسعّر بها البرجوازيتان الحملات الشوفينية في المنطقة وتمزيق صفوف جماهيرها المستغلة حول تشاجرهما على خيرات الصحراء الغربية. ومع ان هذان المقالان قد يبدوا قديمين، من حيث الحجج التي يقوما باثبات كذبها من كلا الطرفين، فان التعليمات والتوجيهات التي يعطيانها من اجل رد بروليتاري على النزاع اللصوصي تحتفظ بكل فعاليتها.

بعد جلاء اسبانيا عن الصحراء الغربية، اشتعل الخلاف من جديد بين الجزائر والمغرب. خلاف ناجم عن مشكل الحدود، التي كانت الامبريالية قد تركتها بدهاء في وضع مبهم لتتمكن من العودة فيما بعد على شكل حكم، فمن جهة، العائلة المالكة وشهوات البرجوازية في الرباط، الذين جروا موريتانيا الضعيفة الى الضم والتقسيم الدامي للمستعمرة الاسبانية القديمة، بدعم ومباركة مدريد، باريس، وواشنطن. ومن الجهة الاخرى، شهوات البرجوازية الجزائرية والشلة المتربعة في الحكم. لقد كان الجميع على وفاق وأقسموا في — أفران — بان كل المشاكل قد تم حلها أخويا. ولكن نظرا لحجم الغنائم — فوسفات بوقرع أو حديد غارا-جبيلات — فقد اكتشف كل منهم ان له قضية مقدسة يدافع عنها: فالحسن يلوّح براية الوحدة القومية، وبومدين، ومن أتوا بعده، يشرعون علم حق تقرير المصير، ونضال الثورة ضد الملكيّة والامبريالية. هذا دون الحاجة لذكر ان هذين النظامين المفلسين والمنخورين بتناقضات داخلية عميقة، كانا بحاجة ماسة لأى حدث خارجي يعيد لهما تماسكا وطنيا مهددا، يجدان فيه مسوغ ولا عن البؤس الشعبي

ان التعبئة العسكرية من كلا الجانبين تحركها مطامعهما في السلب والنهب، واهدافهما في الهيمنة والاستبداد والابقاء على التخلف الاجتماعي. وهكذا فعلى الثوريين من كلا الطرفين مكافحة الاثارات الشوفينية والتبريرات البائسة التى تقوم بها الطبقات الحاكمة من اينما أتت، فمن الجانب المغربي، يجب على الثوريين الكفاح ضد جريمة الضم للعيون وضد كل تهديد بغزو تندوف. اما من الجانب الجزائري فيجب أن يكافح الثوريون ضد كل تدخل لدولتهم في الصحراء الغربية، وحتى ضد حرب محتملة من أجل تندوف.

لقد انطلق المرابطون في القرن العاشر من الساقية الحمراء ووحدوا المغرب والجزائر، وقد ارادت سخرية التاريخ أن يمزقا بعضهما البعض اليوم حول شعب هذه المنطقة. ومن أجل مصالحها الحقيرة، تدفع الطبقات الحاكمة في المغرب العربي بالعمال والمستغلين نحو الكراهية الشوفينية والمذابح، وكل ذلك باسم وحدة المغرب الكبير. ولكن هذه الطبقات تحذر تماما، بالرغم من ذلك، من الذهاب في تحقيق شعاراتها الى اقصى مداها، خوفا من ان تؤدى هزيمة أحد الطرفين العسكرية الى حريق ثورى في البلد المهزوم لن يلبث ان يمتد أيضا الى البلد المنتصر ذاته.

امام هذه اللعبة المجرمة للانظمة القائمة، فليستمد ثوار المغرب من كراهيتهم للطبقات السائدة القوة ليجعلوا من الانهزامية الثورية في الخلاف على الساقية الحمراء رمزا لوحدة مستغلّي المغرب.

الأطروحة الكاذبة للوحدة القومية المغربية

لم تتورع الملكيّة المغربية عن استخدام الهالة الوطنية التي منحتها اياها مقاومة الاستعمار الفرنسي، وتسخيرها في عمليات النهب التي ستسمح لها ان تصبح أول منتج عالمي للفوسفات والسيطرة بذلك على قسط وافر من السوق العالمية. وبالمناسبة فان الملكيّة لا تستحق قطعا هذه الهالة وهي التي ساعدت اسبانيا وفرنسا على سحق انتفاضة عبد الكريم وجمهورية الريف. ان المعارضة الرسمية جمعاء، وحتى تنظيمات عمالية، للاسف، كجمعية المغاربة في فرنسا مثلا، تساند الأطروحة الشوفينية التي تدعي بان الصحراويين هم جزء لا يتجزأ من المغرب. فكيف يمكن لقوم من الرحّل لا تعرف أية حدود أن تشكل جزءً من أمة؟ الحجة الوحيدة التي يمكن تقديمها لدعم هذه النظرية الهزيلة هي ان أمراء وشيوخ صحراويين قد بايعوا العرش العلوى. فبحجج من هذا النوع قد نستطيع ايضا تبرير ضم لشبونة وحتى نابولي وسينا الى مدريد. هناك حجة أخرى يخرج بها النظام من جيبه، وتصدقها وتدافع عنها المعارضة بما فيها "العمالية" بدون اى انتقاد ألا وهي بان الصحراء لا يمكن ان تشكل وحدها دولة قوية بالقدر الكافي، وأنها ستصبح حتما فريسة للامبريالية. أيمكن تبرير عملية الضمّ بمثل هذه الوقاحة، ومحاولة اخفاء أن الامبريالية ما هي بالتحديد غير باريس وواشنطن، وانهم هم اللصوص الذين يوجهون عملية القرصنة الموريتانو — مغربية. ولكن الأسوأ من ذلك: أن عملية الضمّ المغربية تقوي في الواقع الامبريالية والخصوص الامبريالية الفرنسية في المنطقة. وبالفعل فهذه الاخيرة ليست المموّن الرئيسي بالاسلحة والمدربين فحسب، بل وسيكون لها وزن اكبر في نهب الخيرات المعدنية للمنطقة، وكما ستكون أخيرا وعلى الخصوص الوحيدة القادرة أن تضمن لموريتانيا — هذه الضمانة وحدها يمكن أن تفسر كيف قطعت موريتانيا علاقاتها الحسنة مع الجزائر — عدم ابتلاعها من طرف المغرب الذى يطالب بأراضيها، وله حدود مشتركة معها، ورغم ذلك لم يتردد عن الاحتلال العسكرى لجزء من المنطقة التابعة لنواكشوط بعد التقسيم. أما بالنسبة الى اللص المغربي فانه ليس بحاجة الى دروس امبريالية: فمع انطلاق نجاحاته، أعلن حزب الاستقلال عاليا مطالبته بالمغرب الكبير من سبتة الى نهر السنغال مرورا بتندوف حيث كان البدو الرحّل يعبرون ذهابا وايابا تلك الحدود التي يجهلونها، دون ان يعلموا بانه سيتم القتال يوما باسمهم وضدهم للاستيلاء على الثروات التي كانت تدوسها خوافي جمالهم، انها منطقة تندوف ذاتها، حيث حاول منذ خمسة عشر سنة، الحسن ومن بلا حل مشاكلهما الداخلية بالدوس على الثوار.

أيمكننا انطلاقا من الالتزام بوحدة مستغلّي المغرب العربي أن نفكر جديا بامكانية تبرير الجانب المغربي للعنف المسلط ضد الشعب الصحراوى الذى كان تحمسه للقاء جنود الحسن فائقا لدرجة انه فرّ وهجر المدن عند اقترابهم وحيث كان دليلي يبث ويزرع الرعب.

(تابع ص 14)

ما يتميّز به حزبنا

المطالبة بالخط الذى ينطلق من ماركس الى لينين، والى تأسيس الاممية الشيوعية، و الحزب الشيوعي لايطاليا (ليفورن 1921)

نضال الشيوعي ضد انحطاط الاممية ضد نظرية "الاشتراكية في بلد واحد" و ضد الثورة المضادة الستالينية، رفض الجبهات الشعبية و كتل المقاومة

المهمة الصعبة الماثلة في ترميم المنهج و التنظيم الثوريين، كل ذلك بالارتباط مع الطبقة العاملة و ضد السياسة الشخصية و الانتخابية.

الى القراء المقيمين في فرنسا ولكن على الخصوص الساكنين في بلدان المغرب العربي، حيث يصعب نشر المعلومات، زوّدونا بالاخبار عن حياة ونضال طبقتنا كونوا مراسلي هذه النشرة

الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

الثمن: فرنسا 2 فرنكات ـ المغرب 2 درهم ـ الجزائر 2 دينار ـ تونس 200 مليم

مـاى 1979 ـ عـدد 4

الاشتراكية اممية والاّ فهي ليست باشتراكية

لم يكن من قبيل الصدفة او التناقض ان يداهم وباء حرب جديدة شبه الجزيرة الهندوـ صينية، والتي كانت خلال سنوات طويلة مسرح احداث مفجعة، والتي كان البروليتاريون والمستغَلون في جميع البلدان يتابعونها بعطف وتضامن. وليس لغزاً يستحيل فهمه ان نرى نفس هذه الشعوب تُقدَّم طعماً للمدافع ومحطّاً للقنابل من كلا طرفي جبهتي هذه الحرب، الفيتناميين والكمبوديين الذين كانوا الصانعين البطوليين للانتصار على المارد الامريكي، والشعب الذى كان، قبل خمسين سنة، الرائد في آسيه في رفع راية النضال ضد الطبقات السائدة القديمة والمسخّرة للامبريالية، ألا وهو الشعب الصيني.

ذلك لأن شعوب الهند ـ الصينية، وقبلها مسبقا، شعب الصين، مع انها قد حطمت فعلا نير استعمار واستغلال ممعن القدم، مساهمة بذلك بقوة في زعزعة النظام القائم العالمي، فانها لم تقم قط بـ"بناء الاشتراكية" ـ كما أُريد إدخال ذلك الى اذهانهم والى اذهان بروليتاريي العالم اجمع. ان ما بنوه هي دول وطنية، والتي هي بدورها ارضيّة لتطور وتوسع الرأسمالية الوطنية وبالتالي للعداءات الوطنية، وعليه لنزاعات الحدود والمشاجرات حول الاسواق.

ان احزابهم المسماة شيوعية، التي ورثت نظرية "الاشتراكية في بلد واحد" والمستوردة من موسكو كـ"اكتشاف عبقري" لستالين (او من يكين كساهمة شخصية من ماو) او ايضا كتجديد وتحسين للماركسية، قد أخفت تحت غطاء يافطة إشتراكية مضلّلة، عملية تحول اقتصادى، وبالتالي صناعي متسارع في البلدان المذكورة. ان هذه العملية كانت ضرورية تاريخيا كبداية لنشوء بروليتاريا عصرية ولانفجار الصراع الطبقي في منطقة هائلة من الكرة الارضية، وعلى هذا الاساس كان ينبغي ان تُحيّا وان تُساعَد. ولكنها لم تستطع ولا يمكن لها ان تستطيع ابداً تجاوز الحدود الضيقة التي يفرضها التاريخ على نمط الانتاج وعلى المجتمع البرجوازى. وما ان تم الوصول الى هذا الهدف حتى كشفت هذه الاحزاب عمّا هي عليه حقيقة: لا ادوات تقارب اخوي بين شعوب آسيه الجنوبية الشرقية، فخورةً بان تضع مصادرها بشكل مشترك لتتقدم نحو الاشتراكية ولتقدّم خيرة قواها لقضية الثورة البروليتارية العالمية، بل ادوات تنافس برجوازيات فتيّة وشرهة، تتكالب على شق طريق لها في العالم، ومصممة على شقّه مثلما هي العادة لدى البرجوازيات، على ظهر الآخرين بضربات المدافع، ومستعدة للتشاجر حول اى نقطة استراتيجية او اى مصدر للمواد الاولية او اى قطعة ارض خصبة.

أيها الرفاق:

ان المأساة الصينية الفيتنامية الكمبودية، والتي جاءت تضاف على المأساة الروسية، هي جزء من مأساة كبيرة واحدة، تلك التي داهمت الطبقة العاملة في جميع البلدان. في هذه المأساة فانه قد طُلِب من البروليتاريين، الذين كما يقول البيان الشيوعي "لا وطن لهم"، بناء وحماية اوطان "لهم"، محاطةً بحدود مقدسة لا يجوز انتهاكها ومعادية لأوطان الاخرين. في هذه المأساة، فان البروليتاريين الذين كما يقول البيان الشيوعي ايضا "ليس لديهم ما يفقدونه في نضالهم للاطاحة العنيفة بكل النظام الاجتماعي القائم، سوى قيودهم"، قد تمت تربيتهم على العكس من ذلك على التقديس، كمنحة من السماء، للعمل المأجور وللسلعة وللنقد وللمصنع الذى يمتص قواهم وللأمة التي تعتصد وريا دماءهم، وعلى الوهم الديموقراطي الذى يزعم بانهم مساوين واخوان لمستغِليهم. وتمّ تطويعهم ليروا في كل هذه القيود مكاسب "اشتراكية". لقد تم في هذه الماساة النزع من قلوب البروليتاريين واذهانهم حتى لتذكار ما هو اشتراكي ثورى، والذى لا يمكن ان يكون، حسب تعبير ماركس، سوى "اعلان الثورة دوما"، ديكتاتورية البروليتاريا الطبقية كنقطة عبور ضرورية لالغاء الفروق الطبقية بشكل عام والغاء كل علاقات الانتاج القائمة عليها، ومن اجل الغاء كل العلاقات الاجتماعية المرتبطة بعلاقات الانتاج هذه، للاطاحة بكل الافكار التي تنشأ عن هذه العلاقات الاجتماعية".

(تابع ص 14)

في هذا العدد

باللغة الفرنسية

ـ اول ماى: من اجل النضال الطبقي المستقل 1

ـ رسالة من تونس: يتصاعد الصراع الطبقي اكثر فاكثر 2

ـ الشرق الاوسط: وحدة المستغَلين هي الوحيدة القادرة على تفجير سلام المستغِلين القذر 3

ـ حزب "الطليعة الاشتراكية" في الجزائر او سياسة الاجراء 4

ـ في تونس، رغم القمع فالنضال مستمر 5

ـ في الجزائر، "المجاهد" والنضالات العمالية 5

ـ من اجل تقييم نضال احياء سوناكوترا المناضلة 6

ـ العمال المهاجرين: لكي نضع النضال على ارضية طبقية 7

ـ موضوعات لينين حول الديموقراطية البرجوازية والديكتاتورية البروليتارية 8

باللغة العربية

ـ تضامننا مع ضحايا القمع البرجوازى في العراق 11

ـ اول ماى (ايار) والنضال من اجل تخفيض ساعات العمل 13

ـ من اجل وحدة مستغلي المغرب العربي 15

ـ الاشتراكية اممية والاّ فهي ليست باشتراكية 16